NATIONAL Hebdo

ISSN 076-8972 - M 2311 - France : 17 FF - N 369 - Semaine du 15 au 21 août 1991

Encore les ripoux du PS !

Main rose sur L'ARGENT DES HARKIS

Si je suis Socialiste est-ce que tu m'aimes toujours ?

Belgique : 110 F - Suisse : 4,50 FS - Grèce : 480 Dr
USA : $3,75 - Italie : 4 100 Lires - Espagne : 358 Pts - Canada : $4,50

M 2311 - 369 - 17,00 F

SIGNATURE 1

JEAN
BOURDIER

Edito

L'ART DE VOLER LES PAUVRES

Feu **Arsène Lupin**, c'est connu, volait les riches pour donner aux pauvres — après avoir prélevé une confortable commission. De toute évidence, la démarche socialiste est strictement inverse de celle du légendaire gentleman-cambrioleur : on vole en permanence les pauvres pour arroser des complices déjà confortablement nantis.

Scandale entre les scandales, l'affaire du détournement des fonds destinés aux harkis est, à cet égard, typique au point d'en devenir exemplaire. Ceux qu'on a ainsi volés, ce sont les plus pauvres, les plus démunis, les plus maltraités et les moins défendus de notre communauté. Ce sont ceux, aussi, envers lesquels avait été contractée la plus lourde dette morale — mais il se peut que cet adjectif n'ait pas de sens dans le jargon socialiste.

La camarilla rose-sale qui monopolise le pouvoir depuis dix ans n'a, en tout cas, vu là qu'une chose : un terrain de pillage encore plus commode que les autres. Enfin des Arabes qu'on pouvait exploiter, brimer et dépouiller tout à loisir ! Car, ne nous y trompons pas, il y a une forte part de racisme dans la démarche socialiste. De ce racisme honteux, peureux et inverti qui a toujours caractérisé la bourgeoisie de gauche. Ce même racisme de la trouille et de l'égoïsme qui a fait rejeter l'Empire français et, au moment de la guerre d'Algérie, repousser par les gaullo-socialistes le rêve grandiose et généreux de l'intégration. Qui a fait, enfin et surtout, interdire par les autorités d'alors (voir page 24) l'évacuation et la protection des combattants musulmans ayant choisi la France, les harkis.

A ces hommes, auxquels on avait tout promis, la France devait tout. Et la France n'a rien donné, qu'il s'agisse de celle de **de Gaulle**, de celle de **Pompidou**, de celle de **Giscard**. La prétendue France de **Mitterrand** a fait mieux encore : le vol étant devenu chez elle une seconde nature, elle a fait détourner par ses politiciens et ses fonctionnaires le peu qui avait été alloué aux plus abandonnés des abandonnés.

Des virtuoses du détournement

Vous lirez les détails de ce pillage en page 8, mais retenons simplement ici l'essentiel de la démonstration : tout se passe comme si quelques fonds n'avaient été alloués aux harkis que pour ménager un commode financement à des groupes et des personnes parfaitement hostiles à tout ce que représentent lesdits harkis. En bref, comme si cet argent n'avait été "débloqué" que pour être détourné. Au profit de chevaux de retour de la prébende comme M. **Harlem Désir** ou **Françoise Castro** — à la ville, Mme **Laurent Fabius** — et au profit aussi de l'administration fantôme chargée de "gérer" les sommes.

Cela ne fait que recouper les constatations déjà effectuées par tous les spécialistes, fonctionnaires de la Cour des comptes en tête : chaque création socialiste ne représente, en fait, qu'un nouveau moyen de canaliser l'argent des contribuables vers les organismes ou les obligés du parti en place. C'est l'art d'institutionnaliser le détournement.

J. B.

DRÔLE DE FIGURE

● On a une sacrée culture historique, au *Quotidien de Paris* ! On vous y parle froidement d'un certain **Renaud Muselier**, candidat UDF-RPR à Marseille, "petit-fils de l'amiral Muselier, figure du gaullisme historique"...

Si l'on oublie que l'amiral, fondateur des Forces Françaises Navales Libres, fut, à Londres, le rival puis l'ennemi féroce de **de Gaulle**, qui l'avait peu glorieusement évincé, on peut en effet dire cela.

BIGEARD A L'ATTAQUE

● Ce procès-là n'a pas fait la "une"des journaux bien-pensants, mais il devrait quand même inciter à quelque modération *L'Evénement du Jeudi* et son sémillant directeur **Jean-François Kahn**.

Sur plainte du général **Bigeard** et de Mme **Erulin**, veuve du colonel de Kolwezi défendant la mémoire de son mari, ils ont été condamnés à 20 000 F d'amende, 100 000 F de dommages et intérêts pour Bigeard et 150 000 F pour Mme Erulin pour des accusations de tortures en Algérie formulées — apparemment sans la moindre preuve — en octobre 1990.

DEVINETTE

● Petite devinette à l'intention de MM. **Chirac**, **Juppé**, **Toubon** et autres **Devedjian**. Qui a dit en 1975 ? :

« Le drame de l'UDR, du gaullisme politisé, est de ne pas avoir eu de véritable jeunesse, de mouvement national des jeunes ; de se présenter devant l'avenir sans les cadres indispensables qu'elle aurait dû élever dans ses rangs ».

Réponse ? **André Malraux**, tout simplement...

C'EST PAS LE PÉROU !

● Tonton, qui n'est pas chien, vient d'accorder un prêt de 15 millions de dollars, soit 90 millions de francs, au Pérou, le tout assorti de " conditions préférentielles ".

On sait déjà, en langage socialiste, ce que " prêter " veut dire, alors à ce régime...

LES ZOULOUS COGNENT LA POLICE TRINQUE LE GOUVERNEMENT ÉTOUFFE

Un gardien de la paix a été très grièvement blessé samedi 10 août à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), lors de heurts très violents ayant opposé la police et une bande de "zoulous".

Il est 15 h 30, samedi lorsque 30 à 40 "zoulous" armés de battes de base-ball et de barres de fer investissent le Centre commercial des "Arcades". But de leur expédition ? Corriger un vigile (lui aussi africain), qui s'était opposé quelques jours auparavant à une tentative de vol. Heureusement pour lui, ce dernier était absent (certainement mis au vert par sa direction).

Qu'à cela ne tienne. Les "zoulous" ne se sont pas déplacés pour rien. D'autres vigiles sont immédiatement pris à partie : la bande sème alors la terreur, fracassant les vitrines des magasins à coups de barres de fer. Loin de fuir à l'arrivée des gardiens de la paix, les "jeunes exclus" se font au contraire une joie de casser du flic. Une brève mais véritable bataille rangée s'engage, au cours de laquelle un gardien de la paix isolé est très sévèrement frappé à coups de barres de fer, puis projeté à travers la vitrine d'une pizzeria. Il souffre d'un traumatisme crânien. Il faudra l'intervention de trois cars de CRS, de gendarmes mobiles et de maîtres-chiens pour qu'enfin les "zoulous" consentent à se replier (trois d'entre eux seulement seront arrêtés).

La préfecture a immédiatement donné des consignes (radios) pour qu'on n'ébruite pas l'affaire. Même son de cloche à la mairie de Noisy-le-Grand où, selon un élu de la ville, M. **Rossignol** : ***« Ce qui s'est passé est complètement anodin »***. Ce même élu souligne que Noisy-le-Grand ne fait pas partie des ***« banlieues à problèmes »***.

Effectivement, vu sous cet angle....

NALLET AU SECOURS DE TAPIE

Nous vous l'avions signalé : voir notre numéro 366 du 25 juillet. Le procureur du parquet de Marseille, **Olivier Dropet**, dans sa note du 4 juillet dernier concernant la gestion de l'Olympique de Marseille et les responsabilités de **Bernard Tapie** dans cette affaire, avait précisé à l'usage de la chancellerie : « sauf instructions écrites contraires de votre part, je requerrai l'ouverture de l'information, dès la fin de la session extraordinaire du Parlement. »

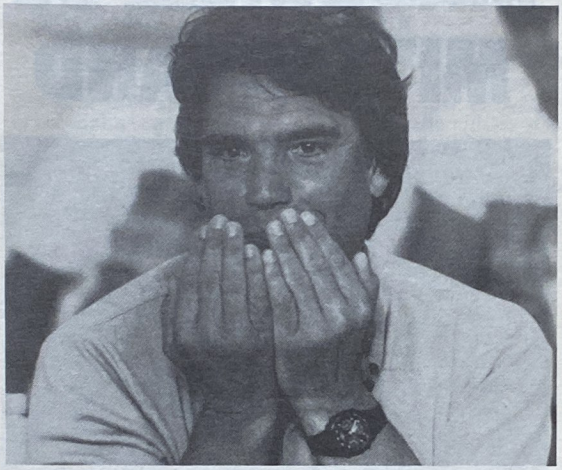
Pourquoi dès la fin ? Bien évidemment, parce que le nommé Tapie, après la fin de la session parlementaire, ne bénéficiait plus de **l'immunité parlementaire**.

Pour intervenir contre Tapie, le procureur Dropet ne manquait pas de "biscuits" !

Interrogé par la police, **Jean-Pierre Bernès**, le directeur général de l'OM avait reconnu de nombreuses irrégularités, que recoupaient huit mois d'enquête policière.

Ce qui permettait au procureur, dans sa note du 4 juillet, de conclure :

« Les délits de faux et usage de faux paraissent d'ores et déjà établis ».



Tout dans les mains. Pas mal dans les poches.

Et pour cause. Il apparaît qu'un des intermédiaires étrangers aurait touché — selon *Le Nouvel Observateur* (1er août) 720 000 francs en liquide pour organiser un match amical contre la Roumanie (chère Roumanie du KGB !). Sur cette facture de 720 000 francs, 340 000 francs auraient été versés à cet intermédiaire, pour l'achat de **maillots de joueurs**. »

Il y a onze joueueurs dans une équipe. Plus trois ou quatre remplaçants. 340 000 francs divisés par quinze mettent le maillot du joueur à plus de 22 000 francs.

Faut le faire !

« Il n'est pas interdit de soupçonner — note un policier, très flegmatique — que cette facture ne soit pas parfaitement régulière ».

Tapie-Tabou

Il convient d'ajouter que cet intermédiaire n'est pas unique. Que l'OM a versé plus de 10,5 millions de F à la même catégorie de citoyens en 1989-1990. Que pour des motifs identiques, des enquêtes ont été menées sur la gestion des clubs de Bordeaux et de Toulon. Mais rien sur l'OM qui reste tabou.

Le 24 juillet, en effet, Henri Nallet, par une note transmise à une quinzaine de parquets, dont celui de Marseille, a précisé que pour que les magistrats puissent ouvrir une information judiciaire sur un club de football, il faut que les vérifications fiscales laissent soupçonner que des délits de "droit commun" ont été commis.

Conclusion : pour tout citoyen (qui fait par exemple l'objet d'un redressement fiscal) la fraude existe. Demandez donc à **Médecin**. S'il revenait, il se verrait passer les menottes.

Il y a dans ce pays, un super-citoyen, au-dessus de toutes poursuites, sinon de tout soupçon. Bernard Tapie.

Ce qui est normal dans un pays dont le garde des Sceaux, Henri Nallet est appelé dans l'intimité par **Mitterrand** "mon Trésor", et où la Justice est exercée par des voleurs au profit des voleurs d'Urba et Cie.

Michel ROLAND.

QUAND NOIR JOUE AU BOUCHON

Certains jouent au loto, au bilboquet, au bridge ou aux osselets. **Michel Noir**, lui, joue au bouchon. Cela lui réjouit même tellement les neurones qu'il tient à en aviser la France entière, couvrant à grand frais les murs de nos villes et nous rebattant les oreilles à l'heure des réclames, entre les lessives sans phosphates et les biscottes qui font crac-crac.

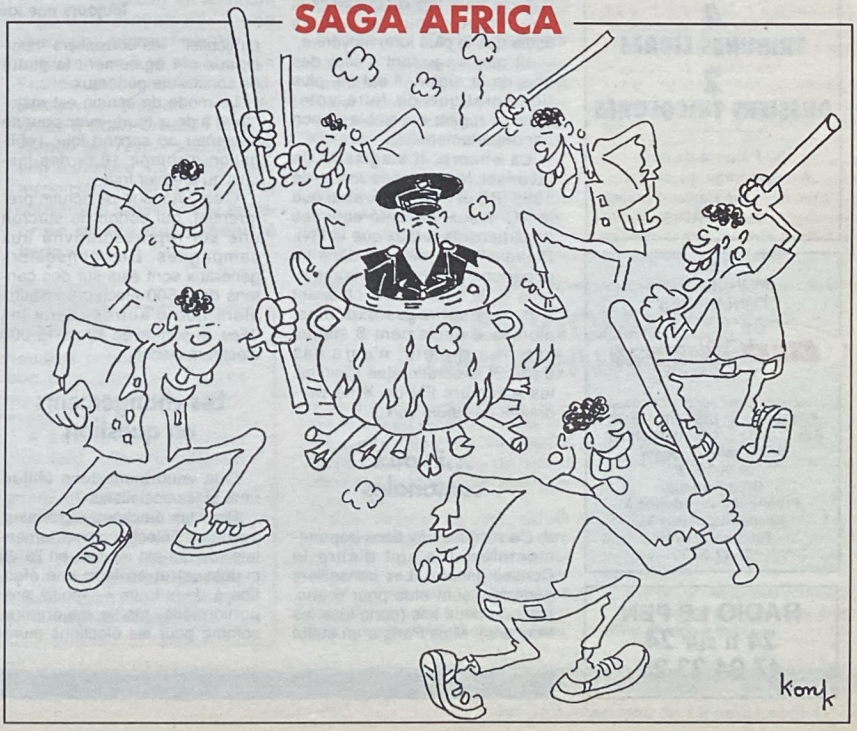
Imaginez donc la joie des Morbihanais et des habitants du Vexin apprenant, entre la poire et le fromage, que "le Maire du Grand Lyon aura fait sauter le bouchon de Fourvière à fin 92" Sûr, ça les rend aussi "benaises" que la réfection du périph. entre la porte d'Asnières et celle d'Auber-villiers.

A moins qu'il ne faille voir, dans ce bouchon qui saute et le champagne qui pétille, une autre allégorie ? Noir ne rêverait-il pas à une autre campagne que celle de l'urbanisme, et les contribuables Lyonnais ne seraient-ils pas en train de payer — à leur insu — une pré-campagne présidentielle ?

Symbole pour symbole, ce grand dadais aurait mieux fait de choisir la rosette, au moins elle ne risquait pas de s'éventer !

TOPOLINE

SAGA AFRICA



MAISONS CONSEILLÉES

DÉFENDEZ-VOUS
Bombes lacrymogènes 20%
Pistolets calibre 12...
Grand choix, brochure sur simple demande. C.D.V
Tél: 34 10 51 62
BP 65 95101 Argenteuil

BAYVET-BASSET SA
Assureur-Conseil à votre service
16, rue de Léningrad 75008 Paris
Tél. : 42. 93. 39. 72

LIBRAIRIE DE LA JOYEUSE GARDE
24, rue de l'Amiral Roussin
75015 Paris (M° Cambronne)
Tél. : 47.83.38.41
Vente sur place et par correspondance, catalogue contre 3F en timbres Ouvrages neufs et occasion.

TERIM
Agence immobilière Paris - RP
Appts, villas, fonds de commerce
Baux commerciaux
Tél. : 1. 45 56 16 06
Garantie SOCAF N° S P 7937
Carte professionnelle N° PARIS T. 4933

PROMOTION
NATIONAL Hebdo
4
TRIBUNES LIBRES
2
DOSSIERS TRICOLORES
80 F franco de port
A commander au journal :
7 ter, cour des Petites-Ecuries - 75010 PARIS

LES MONUMENTS FUNERAIRES
GIR INTER
Recherche sur l'ensemble de la FRANCE, son DISTRIBUTEUR EXCLUSIF par DÉPARTEMENT.
Nécessaire disposer 50 000.00 F.
Gros revenus.
Préférence sera donné à sympathisant du F.N.
Tél. Vert Gratuit : 05.27.34.30

RADIO LE PEN
24 h sur 24
47 04 23 23

RÉFORME ÉLECTORALE

LA SAVANTE MAGOUILLE DE MITTERRAND

Ce projet de réforme de la loi électorale pour les régionales et les cantonales que Mitterrand a sorti de son chapeau-claque le 14 juillet et qui mobilise depuis l'attention d'Edith Cresson et de ses ministres, en quoi consiste-t-il et, surtout, à quoi vise-t-il ? C'est ce que nous allons examiner le plus rigoureusement possible. Car, pour comprendre les desseins florentins de l'hôte de l'Elysée, un brin de technique est souvent nécessaire.

Aux élections régionales...

Depuis 1986, le mode de scrutin des conseillers régionaux est départemental et à la proportionnelle intégrale. Les conseillers régionaux sont élus pour 6 ans.

Avant 1986, les conseillers régionaux étaient élus au suffrage indirect par les grands électeurs, tout comme les sénateurs. Depuis 1986, la loi stipule que les listes ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés se partagent les élus à la plus forte moyenne. Il s'agit là d'une loi presque juste, bien que :

a) le plus fort reste soit plus avantageux pour les petites listes que la plus forte moyenne,

b) que s'agissant d'élire des élus de la région, il eût été plus démocratique de faire voter toute la région ensemble et non par département.

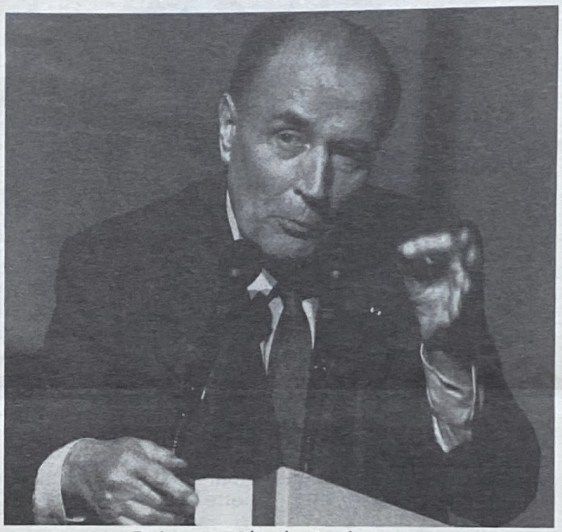
Là encore, il s'agissait de favoriser les grandes listes de 1986 (PS et RPR-UDF, ainsi que le PC mieux implanté dans les départements ruraux que le FN). Pourquoi ? Parce que, dans un département que nous nommerons X, la liste du FN obtenant 9 % des suffrages exprimés, alors que seulement 8 sièges seront à répartir, n'aura pas d'élu. Si le scrutin était régional, les électeurs FN de X ne perdraient pas leurs voix.

...Et aux cantonales

Ce sont les élections départementales. Il s'agit d'élire le Conseil général. Les conseillers généraux sont élus pour 6 ans, mais en deux fois (donc tous les trois ans). Mais Paris a un statut particulier : les conseillers municipaux ont également le statut de conseillers généraux.

Le mode de scrutin est majoritaire à deux tours, avec pour se présenter au second tour, l'obligation d'obtenir 10 % des inscrits au premier tour.

C'est un mode de scrutin préferentiel, qui donne de surcroît une sur-représentativité aux campagnes. Des conseillers généraux sont élus sur des cantons de 2 500 électeurs inscrits, alors que d'autres, dans les villes, le sont avec 12 ou 15 000 électeurs inscrits.



Toujours une idée derrière la tête...

Les changements en question

Que voudraient donc Mitterrand et les socialistes ?

Pour les élections régionales, maintenir l'élection départementale (ce qui est injuste, on l'a vu ci-dessus) et en faire une élection à deux tours — moitié proportionnelle, moitié majoritaire, comme pour les élections municipales. On ne sait pas, au point des élucubrations de nos stratèges élyséens, s'il faudrait 10 % des votants ou des inscrits pour qu'une liste puisse se maintenir au second tour. Ce que l'on sait, c'est qu'avec 5 % au premier tour, elle pourrait fusionner au second avec une liste qui aurait franchi au premier tour 10 % des votants... ou des inscrits.

Pour les élections cantonales, il s'agirait, en maintenant les cantons ruraux tels qu'ils sont, d'introduire la proportionnelle dans les villes de plus de... ? (peut-être 20 000 habitants) afin de trouver un rapport comparable dans toutes les circonscriptions. Ainsi, une ville de 20 000 habitants pourrait se retrouver avec trois élus. On ne voterait qu'à un seul tour.

Cette réforme cantonale serait apparemment plus juste, car elle permettrait de conserver une majorité d'élus ruraux connus dans leurs cantons, tout en permettant une meilleure représentativité des villes. Mais est-il possible, constitutionnellement, de faire voter des Français pour une même élection avec un mode de scrutin différent selon qu'ils habitent la ville ou la campagne ?

Le véritable objectif

Le véritable objectif de Mitterrand, c'est l'explosion de l'UDF, à cause des alliances indispensables tant aux régionales, qu'aux cantonales avec le Front National, entre les deux tours d'élections. Si l'on s'en tient aux états-majors fermés du RPR et de l'UDF, tout accord avec le FN est impossible, même si, à des degrés divers, **Poniatovski**, **Longuet** et d'autres, disent aujourd'hui le contraire, et même si **Chirac**, en singeant grossièrement, maladroitement et avec vulgarité **Le Pen**, prépare le terrain à sa façon. Imaginons, en effet, que dans la région S, deux têtes de listes départementales refusent la fusion au second tour avec le FN : c'est la gauche socialiste et communiste (ceux-ci n'ont jamais de scrupule à fusionner entre les deux tours) qui l'emporte. D'autant mieux si la tête de liste écologiste accepte aussi, au nom de "l'antifascisme" de s'allier avec la gauche.

Quid des communistes ?

Toute la stratégie élyséenne repose sur l'acceptation ou non des communistes. Officiellement, ces derniers — c'est promis, c'est juré — sont attachés à la proportionnelle pour les régionales et seraient même prêts à voter la censure. Mais c'est du bla-bla-bla. Les communistes pensent, avant tout, à conserver leurs sièges.

Comme ils sont en chute vertigineuse, avec le système 1986 des régionales, ils perdront de nombreux élus au profit du FN ou des écologistes. Aux cantonales, avec le scrutin majoritaire, ce sera pire. Par ailleurs, une motion de censure entraînerait la dissolution de l'Assemblée nationale, et le PC serait laminé.

Il n'est donc pas impossible du tout que le PC pactise avec le PS. Ostensiblement, il grondera, mais lorsque Mme **Cresson** utilisera le 49-3, il s'abstiendra de voter la censure et le tour sera joué.

Cependant la poussée du FN et de Jean-Marie Le Pen pourrait bien annuler toutes les manœuvres du vieux monarque aux abois. Les changements de loi électorale ne peuvent rien contre un raz de marée politique.

Michel COLLINOT

DE LA MÉMOIRE

Le capitaine **Barril**, ancienne star du GIGN, reconverti actuellement dans le gardiennage de luxe, excédé des campagnes menées contre lui par une certaine presse, a décidé de passer à la contre-offensive. Selon Barril, cette campagne serait cornaquée en coulisse par le directeur de cabinet de François Mitterrand, **Gilles Ménage**.

C'est donc sur ce terrain qu'il aurait décidé de faire porter sa contre-offensive. Barril aurait ainsi décidé de troquer le *riot gun* contre le stylo-plume et s'apprêterait à écrire le récit de ses aventures et de ses souvenirs au sein de la "cellule anti-terroriste de l'Elysée".

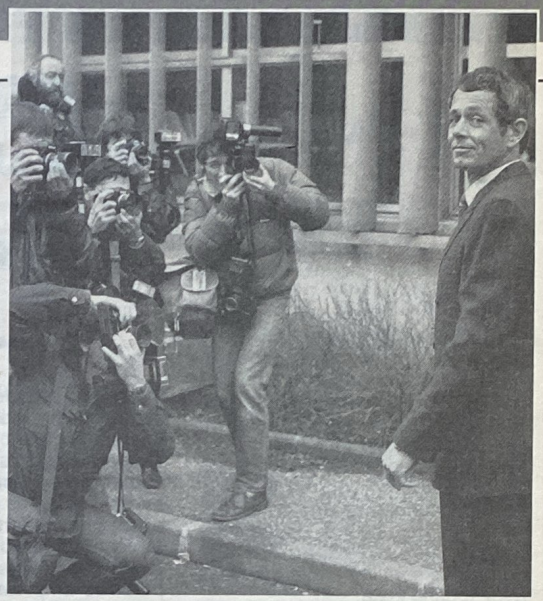
Un projet qui rendrait déjà insomniaques plusieurs personnalités très "proches" du chef de l'Etat.

D'autant plus que Barril, à la recherche d'un éditeur, s'est choisi un attaché de presse "très spécial" en la personne de **Jean-Marc Dufourg**.

Dufourg, qui a déjà vendu plus de 40 000 exemplaires de son livre *Section Manipulation*, s'apprête, de son côté, à publier un nouveau livre. Il s'agira cette fois, d'un "roman" ayant pour toile de fond l'anti-terrorisme, un domaine que l'ex-inspecteur des RG connaît bien puisque, avant de recevoir l'ordre d'enquêter sur la vie sexuelle des hommes politiques, il a passé dix ans à la S.A.T. (Section anti-terroriste).

L'action de ce roman se déroulera à la Martinique et à la Guadeloupe. La police y combat des terroristes favorables à "l'indépendance". Ces derniers bénéficient toutefois de la complaisance du gouvernement. Pour se débarrasser d'eux, les 'flics" utilisent des méthodes pas vraiment catholiques...

Quelle imagination !



L'ex-capitaine Barril : à la recherche d'un éditeur

A LA SORTIE DE LA MESSE...

PIERRE BÉRÉGOVOY DÉCLARE NE PAS CROIRE A "UNE PROCHAINE GUERRE MONDIALE"

● Une fois l'an, **Pierre Bérégovoy**, ministre de l'Economie et des Finances assiste à un office religieux à St-Martin-aux-Buneaux, (petit village de Seine Maritime où il possède une résidence secondaire) à l'occasion de la fête annuelle des marins-pêcheurs.

A l'issue de la cérémonie religieuse, et autour d'un pot qui rassemblait dimanche 4 août les élus locaux, le ministre a commenté l'actualité internationale et comparé la situation dans les Balkans à celle qui prévalait « en 1914 avant le déclenchement de "la Première Guerre mondiale" ».

— ***Un des avantages du système communiste était de maintenir unifiés tous ces peuples*** » (ceux de l'Europe de l'Est), a expliqué Pierre Bérégovoy qui a encore pris pour exemple de cette montée des périls, le fait que l'Allemagne réunifiée ait « ***choisi une nouvelle fois Berlin comme capitale*** ».

Le ministre devait toutefois immédiatement rassurer la centaine de marins-pêcheurs qui l'écoutaient (parmi lesquels s'étaient glissés également quelques touristes allemands qui ont peu apprécié) en affirmant « ***qu'il ne croyait pas à une prochaine guerre mondiale*** ».

Revenant à la situation en France et à ses marins, M. Bérégovoy, après avoir « ***rendu grâce à Edith Cresson d'avoir étendu les responsabilités de son ministère*** » a décliné toute responsabilité de l'Etat dans le dossier Sud Marine, « ***une entreprise privée qui vendait à perte*** ».

JEAN-EDERN HALLIER EXPULSÉ

Jean-Edern : d'autres malheurs

● Le sort semble (provisoirement) s'acharner contre **Jean-Edern Hallier**. Après la disparition de son hebdomadaire, (obtenue par **Tapie**, **Kiejman**, **Nallet**) l'ex-directeur de *L'Idiot International* se voit maintenant expulsé de son logement de la place des Vosges. A la différence de **Jack Lang**, qui habite également un des somptueux appartements de cette place célèbre, J. -Edern Hallier n'était en effet que locataire.

En dépit de ce "coup de force", Jean-Edern n'a toutefois fait appel ni à l'abbé **Pierre**, ni même à **Mme Mitterrand** pour obtenir d'être relogé.

Il n'est d'ailleurs pas véritablement "sans abri". L'écrivain loge désormais dans son château d'Edern, en Bretagne, d'où il entend organiser sa "résistance".

Un repli momentané, puisque Hallier a promis que « coûte que coûte » il ferait reparaître *L'Idiot International* à la rentrée. Au programme également, la publication en octobre d'un livre en collaboration avec **Jean-Louis Remilleux**, sur le modèle de celui que ce journaliste du *Figaro* avait réalisé sur l'avocat **Jacques Vergès**.

UN JUGE, UN FLIC

● Il y a, en France, un policier de plus pour se retrouver édifié sur la "justice" socialiste.

Il s'agit d'un enquêteur de police de la Seine-Saint-Denis. Soupçonnant un immigré arabe de lui avoir volé son ordinateur portable, il avait feint de le menacer de son arme de service pour obtenir la restitution de l'objet. Plainte de l'arabe, soutenue par les témoignages de plusieurs coreligionnaires et d'un ancien député socialiste du 19e arrondissement, maintenant conseiller au cabinet de **Michel Charasse** — dont il devait se révéler qu'il n'avait rien vu.

L'IGS ayant été saisie, le dossier fut présenté au Parquet, et le juge d'instruction, l'inévitable Mme **Drai**, plaça aussitôt le malheureux policier en détention provisoire et... partit en vacances. Le 5 juillet, exactement.

A son retour, un mois plus tard, elle constata un léger problème : le plaignant, qui se révéla être en situation irrégulière, avait tout bonnement disparu. Elle dut, la mort dans l'âme, remettre en liberté le policier qui avait, lui, passé de curieuses vacances...

LES VIOLEURS DE CARPENTRAS

● La presse a rapporté que deux individus âgés de 19 et 22 ans ont été arrêtés mercredi 24 juillet à Carpentras, et inculpés de "viol et attentat à la pudeur sur personne vulnérable".

Leur victime, en effet, est un autre jeune homme de 19 ans, déficient mental que l'un des agresseurs connaissait. Les deux "jeunes gens" ont emmené cet handicapé mental "faire un tour en voiture" puis, sous la menace d'un couteau, avec une gifle en prime, l'ont violé.

Les deux "Carpentrassiens", déjà bien connus des services de police, ont reconnu partiellement les faits.

Faute avouée, faute à moitié pardonnée, sans doute estimé le juge d'instruction, puisqu'il décidait de remettre les deux inculpés aussitôt en liberté.

S'ils étaient reconnus coupables, ils risqueraient une peine de prison allant de cinq à dix ans.

LE JOURNAL D'UN HOMME LIBRE

Confession à voix basse

Jusqu'à ces dernières assignations, les procès ne m'avaient jamais beaucoup affecté. Dans le système où nous vivons, fondé sur le mensonge politique et la falsification historique, quand on a décidé de les dénoncer et de les combattre, il faut s'attendre à des ennuis. Ils sont la preuve que vous avez touché juste.

Je me disais aussi que j'étais mal venu de me plaindre. Tous les personnages que j'admirais, de Jésus au Maréchal, n'avaient-ils pas reçu de la Justice d'Etat des coups autrement plus rudes que ceux qui m'étaient portés ?

Et puis moi, n'étais-je pas, en quelque sorte, prédestiné ?

Enfant, aussi loin que je me souvienne, j'ai toujours su que je serais emprisonné un jour pour les idées qui sont les miennes. Adolescent, je souffrais de fortes fièvres qui revenaient périodiquement et me tenaient couché et délirant. Chaque fois, je refaisais le même cauchemar. Je subissais un interrogatoire et mes réponses ne convenaient jamais aux juges. Ils criaient. J'entends encore leurs voix rouler sous les voûtes de la salle. Je n'avais pourtant pas lu Kafka.

Dans *le Nouveau Testament*, je revenais toujours au procès. Pilate voulait sauver Jésus et mettre à mort Barrabas. Les Juifs, au contraire, voulaient que fût libéré le bandit et sacrifié le juste. Cette haine, qui ruisselait, me hantait. Dans ma petit ville de Bretagne, je ne pouvais imaginer que je la rencontrerais un jour. Pourtant je lisais et relisais Matthieu en frissonnant :

> *« Quand Pilate vit qu'il ne gagnait rien, mais que plutôt le tumulte augmentait, il se fit apporter de l'eau, et il se lava les mains devant la foule. "Je suis innocent du sang de cet homme ! Vous voyez !" Alors ce fut tout un peuple qui répliqua et qui dit : "Que le sang de cet homme soit sur nous et sur nos enfants !" »*

En octobre 1944, l'arrestation ne me surprit pas. Je publierai bientôt ces souvenirs inédits dans un petit ouvrage intitulé : *A Fresnes, avec Robert Brasillach*. Je n'ai pas oublié mon passage à l'anthropométrie où, après les mensurations et les photographies de face et de profil, nous devions poser sur une feuille nos doigts enduits d'encre, pour les empreintes digitales. Un vieux monsieur à cheveux blancs, vêtu d'un veston bleu marine, frappé à la boutonnière d'une Légion d'honneur grosse comme un bouton de rose, me précédait. Il pleurait, à petits sanglots brefs, qui lui secouaient la tête, comme les poules. Il murmurait :

— Mon Dieu, mon Dieu ! C'est épouvantable. Quelle honte... Quelle honte...

Pareil aux enfants à qui l'on chante « Ainsi font, font, font... », il levait ses mains souillées. Il les faisait tourner comme des marionnettes. Il les regardait, l'air hébété. Ses larmes redoublaient. Il répétait :

— Quelle honte!...

J'essayais de le réconforter de mon mieux.

— Mais non, monsieur, ce n'est pas une honte, c'est un honneur et, je vous en prie, cessez de leur donner, en prime, le plaisir de voir qu'ils vous ont fait du mal.

Il reniflait. Il me regardait, le yeux tuméfiés par le désespoir. Je ne comprenais pas. Je ne pouvais comprendre. Je ne savais pas qui il était. M. Rouché. Ça ne me disait rien. Le directeur de l'Opéra. Un des hommes les plus puissants de Paris. Un des rois de la vie artistique et mondaine. Dans sa loge d'honneur, sous les lustres et les ors, en avait-il reçu des grands de ce monde, des altesses, des majestés, des généraux en grand uniforme, des princesses palpitantes de parures et de rivières. Et maintenant il était là, dans ce Dépôt sordide, avec des PPF, des ReuNeuPeu, des Francistes, des Miliciens, le populo le plus mêlé qui soit, bourgeois et petites gens confondus, le dessus du panier et la vermine, tous ensemble, en quoi était-ce un honneur ? Il ne comprenait pas. Il soupirait à fendre l'âme. Il aurait voulu qu'on lui expliquât.

Têtu, je m'appliquais. J'évoquais Drumont à Ste-Pélagie, Rochefort en exil, Daudet à la Santé, et Maurras. L'histoire de France est pleine de prisons politiques et religieuses. Quand on a choisi de ne pas être un légume, quand on a cru, quand on a aimé, quand on a donné, quand on s'est battu pour des idées et les hommes qui les incarnaient, on risque fort de s'y retrouver lorsque vient la renverse. C'est un honneur...

J'avais vingt-cinq ans. J'étais naïf. Espiègle et naïf. Je croyais qu'il fallait rire, vivre, chercher à être heureux, mais que certaines causes valaient que l'on acceptât de mourir pour elles. Je n'ai pas tellement changé.

Cet impôt sur la liberté

A cause de cette préparation psychologique (involontaire) et de cette motivation, j'ai bien supporté la prison, assortie de trois mois de haute surveillance et deux fois quinze jours de mitard. Il faut dire que Fresnes, ce n'était pas Clairvaux ou Fontevrault. On ne portait pas de sabots, ni de droguet. La loi du silence n'existait pas. Le travail forcé non plus. On y mourait beaucoup, certes, surtout au petit matin. Pour ceux qui demeuraient, c'était vivable.

Les procès, j'ai essayé de les accueillir avec la même sérénité. Je les considérais comme des conséquences quasi inéluctables de mon engagement journalistique. Les lois ayant été fabriquées par les vainqueurs contre les vaincus, des individus comme moi, qui prétendaient continuer à témoigner, refusaient la fabrication du passé et persistaient à exprimer leurs opinions sur les sujets tabous ne devaient pas s'étonner d'être abonnés aux tribunaux. Il fallait choisir : ou se taire, ou considérer les condamnations comme un impôt supplémentaire. Celui que l'on acquittait dans la rubrique : *Liberté de penser et d'écrire.*

Je m'y soumettais d'autant plus volontiers que je ne me faisais pas beaucoup d'illusions sur la Justice. Je n'avais pas de bontés à en attendre. J'avais payé pour le savoir. Un jour, Pierre Lazareff refuse de m'accorder un droit de réponse. L'avocat qui le poursuit, Me Guibert, rédige la plainte au nom de Brigneau. Nous sommes déboutés. Brigneau n'existe pas à l'état civil.

Quelque temps plus tard, Charpy m'attaque. Il commet la même erreur. Il poursuit Brigneau. Il n'est pas débouté. Je suis condamné. Par la même Chambre qui avait jugé irrecevable la plainte de Brigneau contre Lazareff.

Harrys et Sédouy viennent à la maison pour un entretien sur "ma" droite. Je connais Sédouy. Nous avons travaillé ensemble à *Paris-Presse* de 1956 à 1962. Il a publié un livre anti-communiste *(Indomptable Hongrie)*, dans une maison d'édition d'extrême droite ("Les Quatre fils Aymon") dont le directeur littéraire n'était autre qu'Henry Charbonneau, haut responsable de la Milice et mon ami fraternel. Pour donner une idée de la tendance politique des "Quatre fils Aymon", disons qu'elle avait édité le livre de souvenirs de Xavier Vallat, ancien commissaire aux questions juives : *Le Nez de Cléopâtre.*

Donc Harrys et Sédouy viennent à la maison. Nous dînons. Agréablement, je pense. Généralement la gamelle n'est pas mauvaise chez moi et l'on ne siffle pas du Kiravi. Après le repas, discussion, très ouverte, très libre. Très vite nous arrivons au sujet : le problè-

par François Brigneau

me juif. Je ne fuis pas la difficulté et dis ce que je pense.

Quelques mois plus tard, le livre *(Qui est de droite ?)* paraît aux éditions du Seuil, sans que le texte de mes interventions m'ait été soumis. Elles font scandale. La LICRA me poursuit, mais ne poursuit ni l'éditeur, ni les auteurs. Je suis seul, seul condamné d'abord en première instance ; ensuite en appel, où Sédouy et le directeur du Seuil viennent témoigner à charge contre moi. On notera que les procès avaient aidé à la publicité et à la vente du livre. Ni les auteurs ni l'éditeur ne m'ont jamais proposé le moindre dédommagement. Je n'ai pas pour habitude de regretter les repas que j'offre. Mais dans ce cas précis, si.

Il serait facile d'apporter d'autres exemples de la magnanimité et de l'équité de l'institution judiciaire. Ceux-là suffisent. Si bien juger c'est comprendre, disons que je suis un incompris. Ainsi j'ai poursuivi mon chemin, de mon bureau au prétoire, obstiné et résigné.

Parfois quand le poids de la dîme et celui de l'opprobre se faisaient trop lourds, je renâclais. Je ne suis pas un héros, il s'en faut. Il m'arrivait d'être découragé et lâche, comme les copains, avec des envies de tout planter là. Puis je me reprenais. Je me disais qu'on n'échappe pas à son destin. J'appelais Robert. Il m'apparaissait comme la dernière fois que je l'ai vu, dans sa cellule, les chaînes aux pieds. J'étais tombé à genoux. Je lui avais baisé les mains, en pleurant. Il souriait d'un sourire qui n'était déjà plus de ce monde. Aujourd'hui ça me réconfortait de me dire que j'étais resté digne de son amitié.

Résister à l'injustice

Comme à Fresnes, pendant un certain nombre d'années, l'oppression fut supportable, avec même des plages d'indulgence, des périodes de rémission qui permettaient de se croire sur la voie de la guérison. Il n'en était rien, hélas !

Bientôt la persécution s'aggrava et se précipita, à cause de deux phénomènes sans liens entre eux : le Front National et le Révisionnisme.

Jean-Marie Le Pen était trop jeune pour avoir connu les ligues fascisantes d'avant-guerre et les engagements de l'Occupation. Sa démarche avait été toujours celle d'un patriote français. Impérialiste, son comportement envers les peuples de couleurs, jaunes, noirs ou bistres, n'avait jamais été celui d'un raciste. Jamais il n'avait manifesté de sympathie particulière pour Adolf Hitler ou Mussolini. Toujours et partout, il avait pensé, parlé, écrit, agi en nationaliste français, considérant les problèmes d'un œil français et cherchant à leur trouver des solutions qui satisfassent au mieux les intérêts de la France et des Français.

Dès la montée de son mouvement, les manipulateurs de l'opinion ne s'employèrent pas moins à le diaboliser en évoquant à son propos l'aventure hitlérienne (1). Dans *le Monde*, Plantu le montre avec une chemise brune et un brassard, comme les SA. Parce qu'il a fait une queue de mot sur *Durafour-crématoire*, le voici antisémite. Parce qu'il veut réduire le nombre d'immigrés, il est accusé de racisme. Le *Manifeste contre le Front National* affirme que Le Pen souhaite « une solution finale » à l'immigration. Tout est suscité, inventé, provoqué, qui permet l'amalgame (Carpentras). Et pour étayer ces dénonciations calomnieuses, complaisamment répercutées et applaudies par les médias, les procès pleuvent. On va même jusqu'à fabriquer une loi qui rend la condamnation automatique, afin d'obtenir l'inégibilité de Jean-Marie Le Pen et de frapper d'ostracisme le Front National.

Le Révisionnisme n'est pas un mouvement politique. Les révisionnistes viennent de tous les horizons : de l'extrême droite à l'ultra-gauche. Ce qui les réunit c'est le goût de la vérité historique et le droit, qu'ils réclament, de la rechercher partout sans qu'il y eût nulle part de domaine interdit.

Or ce droit a été supprimé parce que l'école révisionniste actuelle examinait essentiellement la Deuxième Guerre mondiale, ses causes, ses aspects dissimulés par la propagande, le mystère des criminels de guerre n'appartenant qu'au camp des vaincus, l'histoire vraie des camps de concentration et de leurs victimes. Parce qu'ils critiquaient les témoignages, démontraient les erreurs, les mensonges, les outrances de certains récits de circonstance, réfutaient certaines affirmations et refusaient la version officielles des faits, le professeur Robert Faurisson et ses amis ont été chassés de l'Université, attaqués physiquement, poursuivis, condamnés parfois à la prison. Plus leur enseignement s'étendait, plus ils obligeaient les gens de bonne foi à s'interroger sur la réalité d'événements trop favorables à la bonne conscience des vainqueurs, plus ils étaient accablés de procès.

Moi-même j'ai été poursuivi et condamné pour avoir pris leur défense, dénoncé la nouvelle inquisition, réclamé pour eux le droit à la libre étude et à la libre discussion. Comme j'ai été poursuivi et condamné pour avoir pris la défense de Jean-Marie Le Pen et du Front National qui, quoiqu'ayant évité de prendre position sur le Révisionnisme, sont victimes de la même persécution, de la même inquisition et, finalement, du même lobby.

Rien que la semaine dernière, deux nouvelles plaintes ont été déposées contre moi. M. Bloch me reproche un article sur l'agression de l'après-midi Saint-Loup par les milices juives et les protections dont elles bénéficient. Le Parquet poursuit un éditorial de *Choc* où je me permettais, moi, pauvre Français de troisième classe, de m'en prendre au "lobby cosmopolite".

Le 21 mars dernier, M. Marchand, ministre de l'Intérieur, adressait à « madame et messieurs les Préfets » une note comminatoire où il leur enjoignait *« d'intensifier la lutte contre toutes les forces d'intolérance et de discrimination »*.

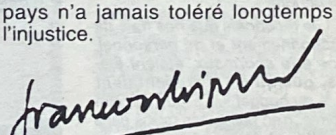
Ce qu'il faut entendre, comme toujours, *a contrario*. M. Marchand invitant fermement madame et messieurs les Préfets à ne plus tolérer notre existence et à nous séparer définitivement du reste de la population.

Désormais il est évident que nous sommes entrés dans la phase de la mise à mort. Ce bombardement judiciaire annonce la solution finale.

Que faire ?

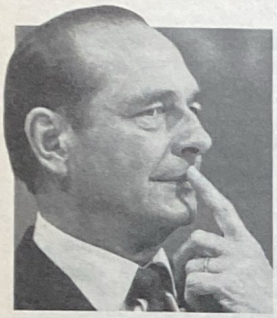
Certains disent que la lutte est inégale. Le pot de terre contre le pot de fer, vieille histoire.

Tant que nous garderons un rien de force et un restant de souffle, je crois qu'il faut, au contraire, continuer à se battre et à avancer. Ce pays n'a jamais toléré longtemps l'injustice.



1) Dans *Nouvelle vision*, bulletin mensuel de l'*Association normande pour l'éveil du citoyen* (n° 1), M. Vincent Reynouard a fait une fort pertinente et intelligente analyse de cette diabolisation. Abonnement 60 F. ANEC - BP 117 - 14013 Caen Cedex.

Le détournement de l'argent des harkis



UNE IGNOMINIE SOCIALISTE SUR LAQUELLE CHIRAC A FERMÉ LES YEUX

« Tout cela, c'est la faute à l'extrême droite ». Tel est, en substance, l'unique message que **Laurent Cathala**, tout récent secrétaire d'Etat aux rapatriés, a été capable de fournir en réponse aux révélations apportées par *Le Figaro* et selon lesquelles, de 1981 à 1986, le gouvernement socialiste a détourné et dilapidé près de 3 milliards de francs destinés aux harkis.

Une ligne de défense qui n'est pas sans rappeler celle adoptée maintenant systématiquement, dès lors qu'éclate un nouveau scandale. Ce fut le cas pour l'affaire des fausses factures. Le juge **Jean-Pierre** ? Un "cambrioleur" marqué à droite, selon MM. **Nallet** et **Kiejman**. L'inspecteur **Gaudino** ? Un justicier également proche de l'extrême droite. Peu importe que ces deux fonctionnaires soient notoirement connus pour leurs sympathies de gauche, la technique du procès en sorcellerie a déjà fait ses preuves.

Il en est une autre, lorsque les faits sont difficilement discutables, comme c'est le cas dans la gestion de l'Onasec, l'organisme mis en cause, et qui a été épinglée par une très officielle enquête de l'administration : c'est celle qui consiste à plaider la négligence, l'erreur humaine. On en trouvera l'écho exemplaire avec les justifications de l'ancien président de l'Onasec, **Georges Morin** qui, dans *Le Figaro* du 8 août, affirme qu'aucune somme n'a été détournée ***« mais veut bien admettre qu'effectivement, la gestion n'était pas parfaite »***.

« Je reconnais que nos frais de fonctionnement et de personnel, sans être anormaux, étaient élevés, puisqu'ils représentaient 48 % du budget ». L'aveu, pour être énorme, n'en passe pas moins dans l'esprit de M. Morin, pour un acte de contrition : faute avouée, faute totalement pardonnée, s'indigne-t-il, et *Le Figaro*, pour avoir révélé de larges extraits du rapport effectué par l'administration générale des services (IGA) a été aussitôt accusé par M. Cathala de mettre de **"l'huile sur le feu"** sur le "douloureux" problème des harkis.

Frais considérables, générosité salariale, pléthore d'effectifs, utilisation des photocopieuses de l'imprimerie au bénéfice du PS ou des associations proches, utilisation, à titre privé, d'un parc automobile déjà considérablement au-dessus des nécessités, achat de locaux qui servent ensuite de permanence électorale aux élus socialistes du coin, augmentation de salaires faramineuse (248 % en 21 mois) de certains fonctionnaires, abonnement de complaisance au *Matin de Paris*, à *L'Unité*, au *Nouvel Observateur*, etc. etc. Tels sont quelques-uns des petits "dysfonctionnements" relevés par l'IGA en 1986, au cours de son enquête et que l'ancien président de l'Onasec juge ne pas être "anormaux".

Une volonté délibérée

En 1985, l'addition de cette gestion erratique s'élève, en frais de personnel et de fonctionnement, à plus de 20 millions de francs sur un budget total de 46 millions. Autant d'argent dilapidé qui, il ne faut pas le perdre de vue, est en principe destiné à "l'intégration" des harkis et leurs familles, "coupables" d'avoir choisi la France plutôt que le FLN, en 1962.

Coupables, assurément, ils le sont, aux yeux de l'Onasec, si l'on en juge par l'affectation des sommes qui n'ont pas servi à engraisser des fonctionnaires sans scrupules. On a vu que M. Morin plaide "la légèreté" de sa gestion. Il n'en est rien. Et c'est, au contraire, une volonté délibérée "d'exclure" et de spolier de toutes subventions (votées à l'Assemblée par la représentation nationale) les harkis qui transparaît. Les sommes qui n'ont pas été dilapidées sont en effet systématiquement attribuées à des associations dont les buts, les luttes, non seulement n'ont absolument rien à voir avec les harkis (détournement simple), mais, au contraire, leur sont clairement hostiles.

C'est ainsi, dévoile encore l'enquête de l'IGA, que l'Onasec verse par exemple 15 000 francs de subventions à l'association **"Pieds-noirs pour l'Algérie"**, dont l'un des buts affirmés est de ***« favoriser la réconciliation entre les Algériens de toutes origines et d'étudier les modalités de la réinsertion des "exilés" au sein de la communauté algérienne »***.

Encore une erreur ?

Mme Fabius à la caisse

Prenons un autre exemple, alors, comme ces 100 000 francs versés à l'association **"Echange et culture"**, dont les activités consistent à organiser des ***« voyages d'études en Algérie avec visite au "monument des martyrs"»***... du FLN. Une coïncidence ?

On peut multiplier encore les exemples : 15 000 F versés à l'association **"Vidéo out, vidéo in"**, pour un film sur les ***"femmes immigrées"***, 50 000 F à une association musicale maghrébine et fantoche de cinq personnes, 20 000 francs à **"Espace 89"**, l'association de l'extrême gauche "caviar" de Mme **Fabius**, et dont le frère, **Roland Castro** gère avec le succès que l'on connaît, l'urbanisme des banlieus. C'est encore 100 000 F versés à **"France Plus"**, association dirigée par **Areski Dahmani**, qui prétend être le M. Propre de l'intégration, mais qui ne rechigne pas à faire du beurre sur le dos des harkis. Ainsi, note l'IGA, ***« "France Plus" reçoit également 100 000 F sans dossier et sans que soit connu le nombre de ses adhérents. Décision du conseil d'administration du 10 mars 1986 »***.

Tout est bon du moment que pas un franc n'est dépensé pour les harkis.

A ceux qui s'inquiètent, rassurez-vous. **"SOS-Racisme"** n'est pas en reste. L'Onasec achètera force badges ***"Touche pas à mon pote"***.

Le trait commun à ces associations c'est le combat mené en faveur de l'immigration, du droit de vote pour les **étrangers**, et une hostilité, souvent une haine incommensurable pour le choix fait par les harkis pendant la guerre d'Algérie. Plus de 150 000 d'entre eux ont payé de leur vie le fait d'avoir voulu rester Français, qu'ils soient morts pour la France ou qu'ils aient été massacrés, bouillis dans des chaudrons par le FLN.

Mais ce sont les amis du FLN que l'Onasec a choisi de subventionner.

Osons une comparaison : que dirait-on si les sommes destinées à indemniser les familles de déportés du nazisme atterrissaient dans les caisses d'une amicale d'anciens Waffen SS. On n'ose pas l'imaginer...

Reste une question : le rapport de l'IGA date de 1986 : il atterrit sur le bureau de M. **Santini**, nommé par **Jacques Chirac** lors de la cohabitation à la tête du Secrétariat d'Etat aux rapatriés. Le gouvernement de M. Chirac est donc parfaitement informé de ce scandale ignoble; Il se garde pourtant d'engager la moindre poursuite contre les responsables de l'Onasec. Ces faits ne sont d'ailleurs révélés par *Le Figaro* qu'après leur **prescription**. M. Morin, a beau jeu aujourd'hui, de rejeter les faits et d'insister sur sa parfaite rectitude, puisqu'en 1986, explique-t-il, ***« le gouvernement de Jacques Chirac n'a pas jugé bon de donner de suite judiciaire au rapport de l'IGA »***. Ce qui constitue à ses yeux un ***« quitus moral »***.

Une fois encore, c'est le porteur de valise du RPR, **Jacques Roseau**, président du **"Recours"** (sic) qui a été chargé d'amuser la galerie. Il vient ***« d'exiger une commission d'enquête et que toute la lumière sur cette lamentable affaire »*** soit faite.

Quel culot !

Eric LAFFITTE

Les fils de harkis "en colère". Des manifestations parfois excessives mais des revendications légitimes.

Une information classée CONFIDENTIEL DEFENSE

DES SOLDATS FRANÇAIS PASSÉS A TABAC PAR DES MAGHRÉBINS

Le télex classé "Confidentiel-Défense" que nous reproduisons ci-contre est exemplaire de la volonté systématique du gouvernement socialiste de cacher la vérité aux Français lorsque cela pourrait nuire aux intérêts de ceux qui sont considérés comme des *"chances pour la France"* et à qui M. Mitterrand a promis et l'intégration et le droit de vote.

Intitulé *"Evénement grave"*, cette dépêche relate la scandaleuse agression dont ont été l'objet une dizaine de soldats du 1er régiment d'infanterie de marine le 31 juillet, au cours d'une permission.

C O N F I D E N T I E L D E F E N S E
MCA CREG
NMR 65/1ER RIMA/EM/CH/CD DU 31 JUL 91
OBJ EVENEMENT GRAVE
REF INSTRUCTION NMR 179/DEF/EMAT/CAB/31 DU 17 JAN 89
TXT
POUR CABINET ET BUREAU TROUPES DE MARINE - MINDEF PARIS - ARMEES PARIS - GUERRE PARIS - GUERRE DIPERMIL PARIS -
PRIMO : AGRESSION HORS SERVICE CONTRE MILITAIRES OFFICIER, SOUS-OFFICIERS ET MILITAIRES DU RANG
SECUNDO : ALPHA : LE 31 JUL 91 VERS 03H45
BRAVO : LIEU : DISCOTHEQUE '' LA PENICHE '' 16000 ANGOULEME
CIRCONSTANCES : ACHEVANT UNE SOIREE PRIVEE OFFERTE A L OCCASION DU DEPART DE LEUR CAPITAINE, ONZE MILITAIRES DU REGIMENT ONT ETE L OBJET D UNE ALTERCATION A LA DISCOTHEQUE '' LA PENICHE '' SUR LE THEME : '' ICI, SEULS LES ARABES FAVORABLES A SADDAM HUSSEIN PEUVENT CONSOMMER ''. CHERCHANT ALORS A QUITTER L ETABLISSEMENT DANS LE CALME ET AVANT DE PARVENIR A S ESQUIVER, LES MILITAIRES ONT ETE FRAPPES PAR 10 A 15 CLIENTS DONT CERTAINS ETAIENT EQUIPES DE BATONS, COUTEAUX, TESSONS DE BOUTEILLES ET NERFS DE BOEUFS.

CHARLIE : UN OFFICIER ACTIVE - DEUX SOUS-OFFICIERS D ACTIVE ET 8 MILITAIRES DU RANG DU CONTINGENT, TOUS PERSONNELS DU 1ER REGIMENT D INFANTERIE DE MARINE.
TERTIO : ALPHA : CONSEQUENCES CORPORELLES :
CNE : - TRAUMATISME CRANIEN AVEC PERTE DE CONNAISSANCE INITIALE DE DUREE NON PRECISEE
- PLAIES ET CONTUSIONS MULTIPLES AU VISAGE : 3 POINTS DE SUTURE
SCH : CONTUSION THORACIQUE
SGT : - PERTE DE CONNAISSANCE INITIALE AVEC AMNESIE ANTEROGRADE (ENVIRON 30 MINUTES) PAR CHOC DIRECT CERVICAL ANTERO-LATERAL DROIT.
- CONTUSIONS MULTIPLES
CCH : TRAUMATISME NASAL AVEC PLAIE
MDR : - LEVRE OUVERTE (4 POINTS DE SUTURE) TRAUMATISME MANDIBULAIRE
CONSEQUENCES MATERIELLES : NEANT
DEGATS : INCERTAINS - NON ESTIMES
BRAVO : REACTIONS INTERNES : RAS
REACTIONS EXTERNES : POSSIBLILITE RELATION DANS PRESSE

QUINTO : ALPHA : - INTERDICTION ACCES DISCOTHEQUE AUX MILITAIRES DU 1ER REGIMENT D INFANTERIE DE MARINE.
- DISCRETION DEMANDEE A LA POLICE VIS A VIS DES MEDIA
- INFORMATION AUTORITES LOCALES

- SANCTIONS EVENTUELLES SERONT PRISES APRES ENQUETE
BRAVO : NEANT
CHARLIE : NEANT
DELTA : PLAINTES DEPOSEES PARTIE CIVILE PAR LES VICTIMES
ECHO : NEANT

Ce soir-là, les onze permissionnaires entendent fêter, dans une discothèque d'Angoulême le prochain départ de leur capitaine. Une initiative malheureuse car à la "Péniche", on n'aime pas beaucoup les Français et encore moins les militaires, en particulier parce qu'on y sert seulement ***"les Arabes favorables à Saddam Hussein"***.

Message reçu "5 sur 5" par les soldats. Ils savent qu'en cas d'incident, de bagarre, c'est sur eux que s'abattront les foudres de la Justice, de la police et surtout, de la presse.

En cas d'incident, en effet, Mohamed, Rachid et les autres témoigneront qu'on les a traités de ***"sales bougnoules"***, que les militaires les ont provoqués par des insultes particulièrement ***"racistes"***. Dans cette dernière hypothèse, ils risquent gros : ils seront chassés honteusement de l'armée comme leurs camarades parachutistes de Carcassonne qui viennent d'être jugés quelques semaines auparavant, puis radiés des effectifs, pour avoir distribué quelques horions sans gravité à des Maghrébins, après que l'un des leurs eut la gorge tranchée par un voyou multirécidiviste.

Tout cela, les onze permissionnaires le savent parfaitement.

Alors ils "s'écrasent" et "sans faire d'histoires", décident de s'éclipser discrètement.

Mais c'est encore insuffisant pour la faune d'"exclus" et de "chances pour la France" présente ce soir-là. Comme l'a dit M. Mitterrand, ils sont ***"chez eux chez nous"*** et ils vont s'empresser de le démontrer en passant sauvagement à tabac ceux qui ont le culot de sortir de leur caserne et de ne pas se contenter de raser les murs.

L'armée interdite de discothèque

Faut-il préciser que les hommes du 1er régiment d'infanterie de marine n'ont pas particulièrement la réputation d'être des "bras cassés". Quinze jours auparavant, nombre d'entre eux ont eu l'honneur de défiler sur les Champs-Elysées, parmi les fameux "C.R.A.P.S.", ces commandos chargés de pénétrer dans les lignes ennemies.

Soldats surentraînés, troupe d'élite, ils n'ont pas moins subi une très sévère correction, ce qui témoigne de la sauvagerie inouïe et de la haine manifestées par leurs agresseurs.

Résultat : un capitaine et un sergent qui subiront de très graves traumatismes crâniens avec perte de connaissance, ce qui, en terme plus simple, se nomme coma.

Comme on le constate, le premier souci de l'armée, à la tête de laquelle se trouve **Pierre Joxe**, c'est avant tout d'étouffer cette affaire, et, le cas échéant, de prendre des sanctions contre... les soldats.

Si l'on comprend bien la teneur de cette note, ***"l'événement grave"*** serait concrétisé essentiellement par le fait qu'une fuite pourrait se produire en direction de la presse (si les Français savaient...). La seconde décision aura été d'interdire de discothèque tous les militaires de ce régiment.

Au nom de quelle logique ?

E. L.

Lorsque les agresseurs sont maghrébins et que les victimes appartiennent à l'armée française, le silence radio est de rigueur.

Contre Cresson-la-Méprisante
LES FOURCHES A PARIS

Malgré son joli nom d'épouse, Edith Campion, Premier ministre par la grâce du cynique Mitterrand, n'a que mépris et haine, pas du tout dissimulés, envers la paysannerie française. Les agriculteurs savent qu'ils n'ont rien de bon — au contraire — à attendre de la sous-Pompadour du locataire élyséen. Aussi, pour une fois, le monde paysan bouge, et se prépare à passer à l'offensive contre un pouvoir qui a juré sa mort, en se couvrant hypocritement de l'Europe mondialiste.

Si le duo Mitterrand-Cresson s'imaginaient avoir chloroformé les paysans grâce aux sermons et aux apaisements biaisés de **Louis Mermaz**, le chevalier-à-la-triste figure en charge de l'Agriculture, le choc a dû être rude ces jours-ci.

Le 31 juillet, les agriculteurs ont fourni une preuve remarquable de leur maturité politique et de leur sens de l'humour (deux qualités dont les technocrates socialo-centristes les croient dépourvus) en allant escalader la roche de Solutré en cortège protestataire. La fureur des larbins du pouvoir a été comique à voir : l'un des lèche-bottes de Mitterrand a osé parler de "profanation" sous prétexte que le site serait réservé (de quel droit ?) aux excursions annuelles du président du peuple de gauche.

Guet-apens à Airan

Du côté du faubourg St-Honoré, il se murmure que le père François l'a pris très, très mal. Le "coup médiatique" du monde agricole a aussi rappelé des souvenirs douloureux à Edith Cresson. Les paysans ont infligé, il y a dix ans, une cruelle et méritée leçon à cette fille de financier, qui prétendait régenter un univers dont elle ignorait tout. En 1981, en effet, Sa Vulgarité Edith avait été nommée ministre de l'Agriculture, pour l'excellente raison de sa totale incompétence.

A peine installée rue de Varenne, elle avait proclamé sa volonté de donner le pouvoir aux syndicats d'agriculteurs marxistes ultra-minoritaires.

La "furie en jupons", comme on la surnommait (aujourd'hui mieux connue, elle est souvent qualifiée de "cervelle de merle" par des paysans irrévérencieux), se heurta aussitôt à la FNSEA (Fédération nationale des Syndicats d'Exploitants agricoles). Se voulant rusée, Edith Cresson décida de s'offrir une "image de protectrice des bouseux", grâce à la complicité automatique des médias. Le 2 février 1982, encadrée par quatre autres ministres (pour parer à ses gaffes chroniques), elle se présentait par surprise à la ferme **Letorey**, à Airan, dans le pays d'Auge (Calvados). Et la presse de s'extasier sur madame le ministre, son chèque de 40 millions (anciens) dans le sac à main, n'hésitant pas à "se salir les chaussures" chez un paysan.

Les agriculteurs français, manque de chance, n'aiment pas qu'on les prenne pour des imbéciles et, rassemblés en peu de temps à 500, ils bloquèrent la ferme de tous les côtés, obligeant la méprisante parisienne à les écouter, hors de tout écran technocratique. Fureur d'Edith, qui se cache dans la cuisine, afin d'échapper à tout dialogue. Elle finit par se sauver en courant au travers d'un champ, vers un hélicoptère policier salvateur. Edith n'a jamais pardonné ce qu'elle baptise de "guet-apens d'Airan". Au lieu d'y voir une légitime et nécessaire confrontation avec les paysans sur le terrain, elle a déclaré, pleine de morgue haineuse : « J'ai approché le fond de ce que l'on peut voir comme méchanceté ! » (propos tenus à *Libération*).

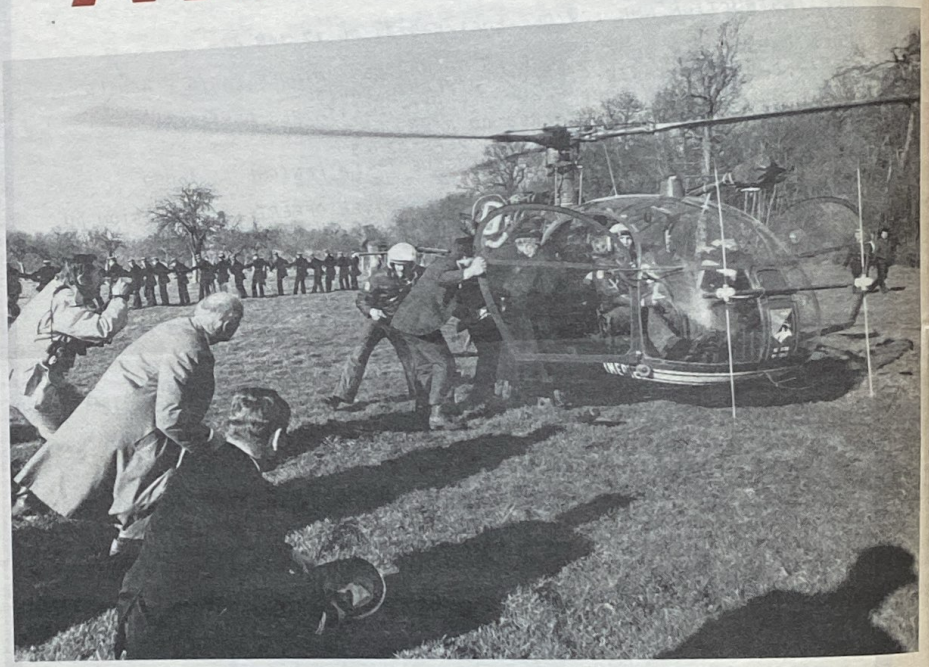
91 plus fort que 82

Huit semaines plus tard, le 24 mars, plus de 100 000 agriculteurs marchaient sur Paris, où ils tenaient une grande réunion à la Villette. En 1991, devant la campagne permanente de dénigrement et de diffamation des médias du pouvoir contre le monde paysan (dont les revenus augmentent de façon énorme et constante, qui ne paient pas d'impôts, qui vivent de subventions, etc., etc.), face à l'Europe mondialiste qui veut leur anéantissement, au gouvernement qui les soutient comme la corde le pendu, les exploitants n'ignorent pas que seule l'expression massive de leur colère à Paris peut faire reculer les partisans des jachères généralisées, et du remplacement dans les campagnes des Français par les immigrés du Tiers-Monde (selon le modèle expérimental de madame Mitterrand avec des Kurdes implantés dans le Massif central). Les paysans ne veulent plus être des assistés condamnés à la disparition ; ils exigent la juste rétribution de leur labeur, et l'arrêt des importations abusives, de l'Est ou d'Amérique.

A l'heure où le Crédit Agricole de Mayenne-Anjou n'hésite plus à faire opérer des saisies-prélèvements sur le RMI d'agriculteurs en difficultés, où celui de Cholet (Maine-et-Loire) poursuit neuf paysans coupables d'avoir manifesté, il y a un an, contre sa rapacité, où les socialistes et la haute finance apatride, en union intime, annoncent leur intention de faire vivre 90 % de la population sur 10 % du territoire national, les paysans ont aussi compris qu'ils ne se sauveront pas seuls. Déjà, en Vendée, les artisans les soutiennent. Le mouvement de solidarité démarre. Le 29 septembre, manifestation nationale à Paris, jour d'expression d'une juste colère, ne devra être qu'une étape. Vers la victoire de la terre française, qui ne se réalisera vraiment que sur le plan politique, autour de **Jean-Marie Le Pen** et des Français de bonne volonté.

Car les influences "consensuelles" qui s'exercent au travers de la FNSEA mèneront forcément à une impasse. Exemple : pourquoi avoir choisi le dimanche 29 septembre pour une démonstration nationale ? Comme si l'on avait voulu réduire au minimum le fameux "impact médiatique"...

René DUVAL



Ministre de l'Agriculture, Edith était déjà très populaire dans nos campagnes

EUROPE MONDIALISTE ET FEMMES FRANÇAISES

● Quand on a commencé à causer "Europe sociale", bien des syndicats y ont vu "une chance pour les travailleurs français". Bruxelles allait tout tirer "vers le haut" : les salariés, de Dunkerque à Perpignan, rattraperaient leur retard historique sur le niveau de revenu du métallo allemand ou suédois. L'Europe sociale s'ébranle doucement et, d'emblée, brise les structures sociales françaises, en tirant "vers le bas".

La Cour de justice européenne vient de formuler un arrêt allant à l'encontre de notre droit national. Notre loi de 1892 interdisant en règle générale (avec de très nombreuses dérogations) le travail de nuit des femmes, serait contraire à un principe "européen" de l'égalité des sexes.

En théorie, pour le moment, la France pourrait passer outre à l'arrêt des jurocrates européens. En fait, malgré le langage mi-chèvre, mi-chou, du ministre du Travail **Aubry-Delors**, le pouvoir rose, sous prétexte de lutte contre "l'exclusion des femmes de certains secteurs" (Aubry-Delors dixit), et mon-

MONDIALISME

● C'est trop rare pour ne pas le signaler. Le CNPF, par la bouche de **Louis-Charles Bory**, le président de sa Commission internationale, a pris position contre un diktat mondialiste. La réunion dite du G 7, où les Etats-Unis font la loi, a fixé une date-butoir, le 31 décembre 1991, aux négociations de l'Uruguay-Round (qui pèsent très lourd sur le destin de l'industrie française). Louis-Charles Bory a déclaré : « A vouloir s'entendre trop rapidement, sur des bases bâclées, nous prendrions le risque d'un accord en trompe-l'œil, et donc, forcément, déséquilibré à notre détriment ».

DIFFAMATION

● **Michel Charasse**, le ministre du Budget qui a mis le contrôle fiscal à son service personnel (ce qui est interdit par la morale... et par la loi) justifie la manipulation des statistiques du chômage de sa collègue **Aubry-Delors** : « Elle va réviser la statistique du chômage en sortant tous ceux qui profitent des failles du système pour s'y installer définitivement sans chercher de travail et en percevant des indemnités indues. Tout le monde sait bien que s'il y avait vraiment 2 700 000 chômeurs en France, ce serait l'explosion sociale ». Démago et diffamateur, Charasse, de plus, prend ses compatriotes pour des imbéciles : il est impossible, même à l'escroc le plus couvert par l'Etat-PS, de rester "définitivement" au chômage. Aux Assedic, il y a des délais très contraignants, monsieur le Ministre.

DISCOURS

● Le gouvernement **Cresson** a fait publier urbi et orbi sa volonté de lutte contre le travail clandestin. La fumisterie a aussitôt volé en éclats. Pour appliquer une prétendue politique, encore faut-il en avoir les moyens. La grève perlée de l'Inspection du Travail a révélé que ce service se trouve en sous-effectifs dans de nombreuses régions. Il n'a donc pas la possibilité d'intensifier les opérations de contrôle, d'autant plus qu'il sert à beaucoup d'autres choses, et que les 2/3 du personnel (les contrôleurs du travail) ont une formation tout à fait insuffisante par rapport à leurs responsabilités.

TOUJOURS LE RAPPORT DE L'INSEE

ET SI L'ON FORMAIT SÉRIEUSEMENT LES JEUNES ?

On pourrait penser que les études publiées par les organismes publics servent à infléchir les décisions des hommes politiques dans l'intérêt général. L'expérience nous apprend que tous ces beaux travaux ont surtout servi à donner de l'ouvrage au personnel desdits organismes — où ne manquent pas les sinécures — autant qu'à influer sur l'opinion publique.

Car en effet nous n'avons pas souvent remarqué qu'une donnée prévisionnelle ait beaucoup modifié l'action de nos gouvernants. Les travaux de l'INSEE ont la même efficacité sur notre prospérité et notre bien-être que ceux de la Cour des comptes en ont sur la santé de nos finances. Chaque année, des gaspillages sont découverts sans que leurs responsables subissent le moindre préjudice de carrière, et les dilapidations reprennent de plus belle l'année suivante. Il faut reconnaître que les observations de l'INSEE sur les perspectives de l'emploi pourraient être bien utiles cette fois-ci à nos dirigeants. Elles arrivent très opportunément pour convaincre un public excédé des effets de l'immigration. C'est un bon moyen pour faire croire que toute réticence à cet afflux ne peut être qu'insensée ; et comme les recommandations émanent d'un établissement scientifique, ceux qui s'y opposent ne peuvent être que des énergumènes bornés et primaires.

Rappelons donc un instant les trois solutions que préconise l'INSEE pour pallier la pénurie de main-d'œuvre à l'horizon 2000 : recours à l'immigration, recul de l'âge de la retraite et appel au travail féminin.

Faisons déjà remarquer que la décision démagogique de la retraite à 60 ans est due aux gouvernants socialistes. Non seulement cette disposition a obéré le budget de la Sécurité sociale, mais elle a aggravé le chômage des plus de 50 ans ! Il serait intéressant de savoir si les cerveaux de l'INSEE avaient prévu ces conséquences.

Un attentat contre la Nation

En ce qui conserne le travail féminin, une question de bon sens vient à l'esprit : en quoi le développement quantitatif des femmes qui travaillent contribuera-t-il à pallier le manque de main-d'œuvre qualifiée ? Et s'il s'agit d'orienter les jeunes vers les métiers que les hommes délaissent ou simplement vers les branches où il y a des débouchés, il est absurde de créer de nouvelles universités. Mais il est non moins révoltant de ne pas imposer un *numerus clausus* dans les filières où l'on délivre des diplômes qui ne servent rigoureusement à rien et vers lesquelles s'engagent un bon nombre de jeunes femmes. Croit-on vraiment qu'elles vont se diriger vers les fonctions où l'on manque de bras ?

Quant à faire venir des immigrés pour accroître la population — rappelons que les peuples prolifiques ne sont en général doués que pour ça — c'est un attentat contre la nation. Il vaudrait mieux prendre exemple sur les nations qui refusent de se mêler aux autres !

L'argument majeur n'est tiré que d'un raisonnement clair et simple : **s'il est vrai que nous allons manquer de main-d'œuvre qualifiée dans 10 ans, nous avons largement le temps de former nos jeunes compatriotes**.

Nos gouvernants pourraient-ils rappeler le montant annuel du Fonds national de l'emploi destiné à la formation des jeunes et des adultes ? Pourraient-ils nous dire si l'Association de formation professionnelle pour adultes se prépare oui ou non à donner des métiers d'avenir ?

Mais aussi à quelles fonctions auront accès les étudiants sortis des universités nouvellement créées ?

Par ailleurs, le programme d'enseignement des lycées professionnels sera-t-il modifié à la suite des recommandations de l'INSEE ?

Les stages que propose la Direction départementale du travail ou les Conseils généraux par l'intermédiaire de l'ANPE ont-ils des programmes composés après une concertation sérieuse et approfondie avec les professionnels ?

Faut-il rappeler l'exemple des Chambres de commerce qui préparent les jeunes à cinquante vrais métiers, et n'organisent des stages pour adultes, qu'après avoir acquis la certitude qu'il y a des débouchés ?

Il est vrai que les Chambres de commerce n'ont pas attendu les élucubrations des professeurs Cosinus ou Tournesol, pour connaître les réalités du marché du travail.

Raphaël TRIGAL

dialisme oblige, va accélérer la liquidation de la loi française protégeant les femmes et, au bout du compte, la Nation.

Car le fond du problème, quoique non formulé par les médias, est bien connu. ***Plus les femmes travaillent la nuit, moins elles ont d'enfants, moins elles peuvent s'occuper vraiment de ceux qu'elles ont.***

Que les socialistes, qui voient l'avenir de la natalité française par la venue d'immigrés du Tiers-Monde, et qui refusent toute spécificité féminine, veuillent détruire la loi de 1892, c'est tristement normal. Que des patrons ultra-libéraux et multinationaux les suivent sur ce terrain, voilà qui n'a aussi rien de surprenant. Les femmes coûtent moins cher que le travail masculin...

Là où l'affaire devient scandaleuse, c'est du côté de certains "partenaires sociaux", comprenez les syndicats. La CFDT arbore toujours dans ses statuts la morale sociale chrétienne qui implique la protection de la vie familiale, et la possibilité d'avoir et d'élever ses enfants. **Nicole Notat**, n° 2 de cette confédération, a le triste privilège de défendre "une décision logique, cohérente avec le principe communautaire d'égalité des hommes et des femmes dans le travail". Ce qui, non seulement revient à se moquer du monde, mais constitue, du point de vue social-chrétien, une trahison totale des principes.

Le syndicat de l'Etat-PS et du patronat mondialiste s'est vu contredit par la CFTC (**Alain Deleu** a rappelé : « La spécificité féminine, ça existe ») et FO (« fondamentalement, c'est le travail de nuit en général qui est condamnable »). Pendant que la CFTC relevait également que « l'égalité professionnelle, c'est aussi le droit à la différence », FO condamnait « l'esprit de l'actuelle construction européenne » et ses dangereuses dérives.

Le mondialisme, sous couvert de la fausse Europe de Bruxelles, entame la destruction systématique des traditions sociales françaises.

Sous couleur de modernisme, l'Europe du Marché inique supprime l'agriculture et l'industrie françaises.

L'affaire du travail de nuit féminin équivaut à un signal d'alarme : l'ensemble du monde du travail de notre pays est menacé.

R. D.

L'URSS DE LA MENDICITÉ AU HOLD-UP

Ceux qui, comme nous, n'ont jamais cru à la comédie libéralo-pacifiste jouée par l'équipe **Gorbatchev** n'ont pu voir, dans les plans stratégiques retrouvés la semaine dernière à Berlin, que la confirmation de leurs dires et de leurs craintes. Des dires et des craintes que feignaient d'écarter dédaigneusement les pseudo-augures progressistes et les kremlinologues en peau de lapin.

Mais que, ne nous leurrons pas, les mêmes personnages vont persister à considérer comme "dépassés", l'obstination dans l'erreur étant la première de leurs intéressantes caractéristiques. Pourtant, les manœuvres des troupes du Pacte de Varsovie simulant une invasion et une conquête rapide de l'Europe occidentale ne remontent qu'au mois de juin 1990, soit six mois après la mise en pièces du Mur de Berlin.

Et ce qui fait le plus réfléchir, tant dans ces manœuvres que dans le plan stratégique dont elles ne représentaient qu'un modeste embryon de mise en application, ce n'est pas tant leur caractère offensif et même agressif que la volonté de conquête qui y était impliquée.

Certains ont feint de sourire finement en apprenant que, monnaie, garnisons et gauleiters compris, l'occupation permanente de l'Allemagne occidentale, de la France, de l'Italie et des autres nations d'Europe de l'Ouest avait déjà été planifiée et organisée. Ils ont bien du courage — et surtout, bien de l'inconscience.

Des mobiles inchangés

Car ce détail même indique tout simplement que les éventuels buts de guerre de l'URSS n'ont ni disparu ni changé, qu'ils se sont même affirmés et s'affirment un peu plus chaque jour. En effet, c'est essentiellement sous la pression de ses problèmes économiques que l'Union soviétique a pu envisager l'occupation de l'Europe occidentale et sa transformation en colonie d'exploitation. Or, ces problèmes, bien loin de reculer, n'ont fait que croître et s'aggraver.

Il serait vain, d'autre part, d'exciper de la dissolution officielle du Pacte de Varsovie ; les plans qu'on vient de déterrer — et dont la nature, quoi qu'on puisse penser des circonstances et des mobiles de leur découverte, est authentifiée par les manœuvres de juin 1990 — montrent que l'Armée soviétique est fort capable de mener seule l'offensive. L'emploi, dès le deuxième jour de l'opération, des armes nucléaires tactiques est significative à cet égard. Il montre notamment que la puissance de feu peut venir très vite en renfort de la masse — et, au besoin, s'y substituer partiellement.

Ce recours quasi immédiat à l'arme nucléaire est même doublement significatif, car il montre que l'URSS se croit en mesure de dissuader les Etats-Unis d'intervenir, de s'en tirer en mettant Washington devant un fait accompli qu'il ne pourrait affronter que par l'abstention. Devant ce que le regretté colonel **Miksche** appelait "l'impasse nucléaire".

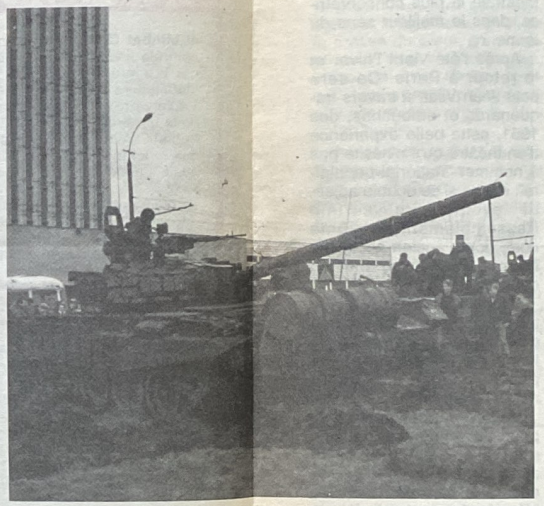
Une armée toujours prête à tout.

Les leçons du Golfe

Et il faut bien dire que les Soviétiques, pieux observateurs de la guerre du Golfe, n'ont pu être que confortés dans leur position par le déroulement de celle-ci. Ils ont pu relever l'incroyable lenteur du déploiement militaire américain, d'une part, et, de l'autre, l'incapacité notoire des contingents européens à fonctionner sans la logistique et la technologie "made in USA".

Or, au moment même où le gouvernement britannique procède à une réduction — d'ailleurs fort critiquée outre-Manche — de ses forces armées et où notre gouvernement socialiste ampute de la façon la plus pagailleuse les crédits militaires, il faut bien remarquer que l'accord START, signé triomphalement par un **George Bush** dont la sénilité victorieuse fait peine et peur à voir, laisse à l'URSS tous les moyens militaires d'une intervention sur les normes des plans trouvés à Berlin-Est. D'autant que l'Allemagne fédérale est, quant à sa politique soviétique, en état d'aimable flottement depuis près de deux ans, le chancelier **Kohl** ne voulant pas compromettre les efforts frénétiques déployés pour la conquête en exclusivité des marchés de l'Est.

Kohl, en fait, a tout misé sur son camarade "Gorby", et sur le prétendu fait qu'il existerait, comme l'écrivait imprudemment le mois dernier un journal de Stuttgart — vieille capitale de l'intoxication — « entre Helmut et Mischa une base de confiance allant bien au-delà des usages diplomatiques habituels ». A la place du chancelier allemand, nous aurions le sommeil quelque peu agité, car le pari se révèle un peu plus dangereux chaque jour.



Pour toute une masse armée objectif : l'Occident

Un chantage armé

Il est à se demander, d'ailleurs, si la révélation en fanfare du plan stratégique soviétique n'a pas été quelque peu orchestrée par des services spéciaux allemands inquiets de la politique de leur chancelier. Et inquiets à juste titre, car les demandes d'aide occidentale de Gorbatchev pourraient bel et bien s'assortir, un jour prochain, de menaces militaires.

L'URSS a, en fait, tous les moyens de passer de la mendicité au hold-up sans que les Etats-Unis, dont la politique actuelle est marquée du sceau de l'inconscience totale, aient le temps ou la volonté de réagir.

Et ce jour-là, bien sûr, Gorbatchev sera une fois de plus innocent : on considérera que les vilains militaires soviétiques l'ont mis devant le fait accompli — comme dans les Pays Baltes et partout où, récemment, la répression soviétique a été brutale et sanglante.

Déjà, lors de la révélation du plan de Berlin, des commentateurs bien intentionnés ont amorcé cette entreprise de dédouanage. C'est à se demander si, en URSS, Saint-Gorby est encore responsable de quoi que ce soit...

Jean BOURDIER

Le président lituanien à l'Occident

"CESSEZ DE FAIRE LE JEU DES SOVIÉTIQUES"

Landsbergis tient bon

Lors de son voyage aux Pays Baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) du 29 juillet au 4 août 1991, le député européen ***Yvan Blot*** *a été reçu au Parlement lituanien par le président* ***Vytautas Landsbergis****. Comme de précédents visiteurs, il a pu constater que le Parlement était cerné par des barrages en béton et que le bâtiment de la radio-télévision était toujours occupé par l'Armée Rouge.*

Dans l'ambiance lourde de ce Parlement assiégé, le président Landsbergis lui a déclaré tout d'abord en anglais :

« Demain, il y aura à Vilnius les funérailles officielles des gardes tués à la frontière biélorusse, il y a deux nuits. Cet assassinat de nos garde-frontières par un commando est une nouvelle étape dans la politique de provocation que le gouvernement soviétique mène à votre égard. Après les opérations militaires de janvier dernier, l'Armée Rouge n'est plus intervenue dans la rue contre nous. Elle continue d'occuper le bâtiment de la radio-télévision. Mais des attaques ponctuelles sont lancées contre nos policiers ou nos garde-frontières afin de faire régner une ambiance de terreur. C'est un élément de la guerre psychologique.

« Nous savons que ceux qui viennent d'assassiner nos garde-frontières sont des tueurs professionnels spécialisés. Ce ne sont pas des actes d'individus isolés.

« Quant à nous, nous continuons notre combat pacifique pour l'indépendance de la nation lituanienne et pour nos libertés démocratiques. Nous ne sommes pas influencés par la désinformation sophistiquée de la propagance soviétique. Le président **Bush**, en ce moment à Moscou, aurait parlé "d'incidents de frontière". Or, il y a eu des morts. Nous voulons croire que son entourage est infiltré, que son information est déformée. »

La colère et le désespoir

Le président Landsbergis poursuivit alors en lituanien, avec le concours d'un interprète :

« Nous faisons à présent des réformes essentielles pour la vie de notre pays. Nous avons mis en route la privatisation des terres, des logements et des entreprises industrielles. Nous avons décidé de redonner leurs biens aux propriétaires dans la situation qui était celle de 1940, avant l'occupation étrangère qui dure depuis lors. Bien sûr, ce n'est pas simple. Mais nous voulons restaurer les droits de propriété et mettre en place une économie de marché. Nous voulons aussi établir en Lituanie un nouveau style de vie totalement distinct de celui de l'Union Soviétique.

« La 5e colonne soviétique qui occupe le bâtiment de notre télévision a fait un appel au peuple lituanien pour défendre le socialisme. Elle n'a pas eu la moindre réponse de la part de notre peuple. C'est normal, car ces forces armées n'ont jamais été invitées par les Lituaniens pour faire régner l'ordre ici.

« L'acte de cruauté barbare accompli il y a 48 heures contre nos garde-frontières révèle que nos adversaires sont en état de colère et de désespoir. Le récent accord entre la Lituanie et la République fédérative de Russie (sans tenir compte de l'Union Soviétique, autrement dit, signé par les présidents Landsbergis et **Eltsine**, sans **Mikhaïl Gorbatchev**) a peut-être été la cause de cette colère. On tue désormais les nôtres la nuit, en cachette. Face à cette situation, les Occidentaux me présentent d'étranges arguments : "Si nous vous aidons, les Soviétiques seront en colère et vous attaqueront !". Comment peut-on faire de pareils raisonnements ? Les gouvernements occidentaux seraient-ils infiltrés par les Soviétiques ? On ne peut pas changer la mentalité des dirigeants occidentaux actuels. Mais il y a des forces d'opinion croissantes en Occident qui nous comprennent. Je sais qu'avec vous, je rencontre de tels amis.

Une population en lutte

« Que Bush se souvienne »

« Dites en Occident que notre Parlement est le seul légal en Lituanie. Gorbatchev prétend aussi à la légalité. Mais l'occupation de la radio et de la télévision par ses forces militaires n'a rien de légal. Sa radio prétend que ce sont des "officiers illégaux" qui ont été tués à notre frontière. Or, ils ont été nommés légalement par notre Parlement selon notre Constitution. Tout ceci est hypocrite. Je demande aux Occidentaux de nous protéger. Que M. Bush se souvienne de la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis ! Nous autres, Lituaniens, voulons être indépendants »

Après le départ du président Landsbergis, l'un de ses conseillers, qui a demandé l'anonymat, a déclaré :

« Nous sommes des otages, un moyen de pression de la diplomatie soviétique sur l'Occident, pour avoir son aide. Mais les Soviétiques ne veulent pas de notre indépendance. Le parti communiste, en tant que tel, décline, mais l'Etat lui-même remplace désormais le parti. Certes, les Soviétiques ont abandonné l'Europe centrale parce que cela risquait de coûter trop cher. Les peuples de l'Est sont plus anti-communistes que ceux de l'Ouest. Mais nous avons une chose à demander à l'Ouest : **n'aidez pas l'URSS ! En l'aidant, vous fixez la situation. Ce faisant, vous nous fixez dans l'esclavage !** »

(Propos recueillis par Yvan Blot)

JEAN VILAR

Révolutionnaire conservateur

En une époque de l'année où les vacances démultiplient la vulgarité, on ne saura jamais assez gré à un homme comme Jean Vilar d'avoir lancé une autre mode que celle du farniente estival et du bronzage intégral. Si, au moment où Paris court vers les plages à la mode, de multiples villes de l'Hexagone s'ingénient à créer une activité culturelle intelligente, c'est bien au fondateur du Festival d'Avignon qu'on le doit.

Il est sorti de scène le 28 mai 1971, mais son triomphe posthume est si éclatant qu'on pourrait hésiter à joindre sa voix à celle de tant de pitres et de tant d'escrocs. Tout ce tapage démagogique ne change rien à la profonde vérité de celui qui fut finalement un solitaire et un seigneur. Il osa être un révolutionnaire au temp du conformisme triomphant.

Que, dix ans après sa mort, la gauche sale ait succédé en 1981 à la sale droite, n'en rend que plus tragique l'absence d'un homme qui savait dire non. Aujourd'hui plus que jamais, deux personnages nous sont nécessaires : Antigone et le Cid, couple fragile d'un univers menacé dans sa chair et dans son âme. Grâce à Vilar, nous avons découvert que le théâtre, c'est la vie. Et plus encore que la vie, c'est l'arme qui peut l'illustrer et la défendre.

Avec Maria Casarès dans Marivaux

De lointaine origine catalane, la famille **Vilar** est profondément enracinée dans la ville de Sète. Celui qui va y naître, le 25 mars 1912, et repose aujourd'hui, discrètement, en son cimetière marin, n'est certes pas un, homme de nulle part, tel ce vagabond sentencieux et inquiétant qui nous impressionnait fort, au lendemain de la guerre, dans l'étrange film de **Carné**, *Les portes de la nuit*. Même **Le Vigan** n'aurait pas joué mieux. Et pourtant...

Fils de parents fort petits bourgeois qui tiennent une mercerie-bonneterie déjà démodée de leur temps et lui ont surtout transmis en héritage ce qu'on nomme des "vertus républicaines", style maître d'école de la Belle Epoque, Jean part à vingt ans pour Paris.

Lecteur de **Gide**, il sait qu'on ne vit pas sans ferveur, même si on vit sans argent. Pour lui, ce n'est pas la gêne mais la misère. Et il prétend en plus devenir comédien.

Charles Dullin lui apprend le début du métier. Le jeune Sétois sacrifie tout au théâtre, en amoureux transi qui ne connaît guère le succès.

Sa chance, il faut le dire puisque d'autres ne le diront pas, ce sera la guerre et les mouvements de jeunesse du temps de la Révolution nationale. Celui auquel il apporte son enthousiasme et dont il anime la section théâtrale se nomme "Jeune France". Tout un programme bien dans l'esprit de l'époque.

Un pied sur les planches

Qu'il ait été dans sa jeunesse très Front populaire, et même fugitif adhérent de la jeunesse communiste, n'est pas un obstacle dans un pays qui compte "quarante millions de pétainistes", dont tous certes, ne viennent pas des milieux conservateurs et cléricaux. D'ailleurs, "Jeune France", qui a organisé près de huit cents représentations théâtrales en dix-sept mois et patronné une vingtaine de compagnies, passe l'hiver 41 mais pas le printemps 42.

Seulement Jean Vilar a mis cette fois sérieusement un pied et même les deux sur les planches. Il ne les quittera plus de toute sa vie. Il est obstiné, têtu, courageux.

Parce que l'on parle, enfin, de décentralisation, il parcourt les campagnes avec une bande de copains, **Les Comédiens de la Roulotte**. Il y apprend l'essentiel du métier et noue, déjà, ce dialogue avec le public populaire, qu'il ne cessera plus de poursuivre et d'amplifier.

Il joue beaucoup et il écrit un peu : des poèmes comme tout le monde en ces temps anciens, un journal, des notes sur son métier et même une pièce *La farce des filles à marier*, qui est dans le ton bon enfant de l'époque. Il commence à connaître un certain succès et remplit à Paris le Théâtre de Poche qui compte soixante fauteuils.

Une santé fragile lui vaudra d'échapper aux fureurs de la guerre. Il ne sera ni collabo, ni résistant, se contentant d'être comédien et de se faire de son métier l'idée très haute qui correspond à son exigence.

L'aventure d'Avignon

L'alliance du hasard et de la volonté, ce qu'on peut aussi appeler le destin, le conduisent en Avignon. En 1947, commence cette fantastique aventure qui marque la grande rupture non pas entre le théâtre ancien et le théâtre moderne, mais au contraire la revanche, à travers les grands classiques, **Shakespeare** ou **Corneille**, du théâtre épique sur le théâtre bourgeois.

La plus évidente réussite de Vilar metteur en scène inspiré, dans le cadre rigoureux du palais des Papes, ce sera sans doute *Le prince de Hombourg* de **Kleist**, avec **Gérard Philipe**, héros de la jeunesse s'il en fut. Le décor peint est remplacé par la pierre vivante, surgie d'une Histoire millénaire.

On ne dira jamais combien ce révolutionnaire a été

Une juste passion

l'homme de notre tradition théâtrale la plus conservatrice, dans le meilleur sens du terme.

Après l'été vient l'hiver et le retour à Paris. Ce sera pour Jean Vilar, à travers traquenards et embûches, dès 1951, cette belle expérience d'un théâtre qu'il n'hésite pas à nommer "national-populaire", même si ce double adjectif évoque un certain Rassemblement du même nom, dont l'ancien socialiste **Marcel Déat** fut le chef au début de l'an 41.

Vilar comprend que l'art le plus fort, parce qu'il est religion dans le vrai sens du terme, c'est le théâtre et non pas le cinéma et encore moins la télévision.

La scène peut devenir le point de rencontre idéal du peuple et de l'élite, de la masse la plus grande et de la culture la plus haute. Cette idée simple et géniale fait de Vilar un grand mainteneur de notre patrimoine le plus profond et le plus sacré.

Les voyous américains et cosmopolites, ce qui est un pléonasme, du **Living Theater** ne s'y sont pas trompés quand ils sont venus ignoblement chahuter Jean Vilar en Avignon pendant l'été 1968. **Julian Beck** et sa horde ont frappé juste : en rendant le théâtre au peuple, Vilar avait renoué ce lien magique qui unit les générations entre elles et les citoyens entre eux.

J. M.

Jean-Claude Bardot : *Jean Vilar*, 560 pages, 45 photos, 198 F, Armand Colin.

Livres-service

PHILIPPE-ÉGALITÉ LE RÉGICIDE

d'André Castelot

Il est une erreur en forme d'injustice que nous avons déjà tenu à dénoncer à maintes reprises : c'est celle qui consiste à vouloir à toutes forces cantonner **André Castelot** dans le rôle d'un vulgarisateur facile et souriant, mettant l'Histoire au goût de la presse du cœur, d'un compilateur trop bien organisé, effleurant, avec un brio factice, les sujets propres à séduire et émouvoir le plus grand public.

Au delà d'apparences trop facilement trompeuses – et d'un succès commercial que beaucoup trouvent difficile à digérer et plus encore à pardonner – il y a un Castelot infatigable travailleur de l'Histoire, passionné par elle et toujours disposé à en creuser les secrets et à en mieux comprendre les rouages et surtout les personnages.

C'est ce Castelot-là que

Philippe-Egalité le prince rouge

nous retrouvons dans *Philippe Egalité le Régicide*. Un Castelot qui, se refusant à condamner comme à absoudre a priori, conscient de la complexité et des contradictions de l'être humain, a voulu nous donner, de ce duc d'Orléans qui baigna dans l'intrigue révolutionnaire et vota la mort de son cousin **Louis XVI** – apportant même en ce vote la voix décisive – le portrait le plus nuancé qu'il se pouvait. Ce n'est pas un plaidoyer qu'il nous propose, non plus qu'un dossier systématiquement édulcoré ; il connait trop bien son sujet pour jouer à ce jeu pour le moins acrobatique. Ce qu'il s'est efforcé de démontrer, c'est que Philippe Egalité n'était sans doute pas la parfaite et totale incarnation du mal que tendraient à indiquer de multiples traits de son existence, qu'il se trouvait peut-être en lui des éléments de rachat.

L'ironie de la chose est que le portrait qu'on en retient peut sembler plus accablant encore que celui jailli des réquisitoires les plus classiques. Au fond, Egalité était peut-être plus petit dans la malfaisance qu'on ne l'avait pensé...

(Jean Picollec, 140 F)

Jean BOURDIER

HISTOIRE

TALLEYRAND UNE MYSTIFICATION HISTORIQUE

de Georges-Albert Morlot et Jeanne Happert

Dire que M. **Georges-Albert Morlot** n'apprécie guère M. **de Talleyrand** revient à énoncer un aimable euphémisme. En fait, les quelque 1 030 pages de son livre ne représentent guère qu'une longue et méticuleuse démolition du personnage, et en particulier de sa réputation de "prince des diplomates". De toute évidence, nous sommes en présence d'une rancune fort tenace et qui a pris tout son temps pour s'assouvir.

Comme le souligne avec beaucoup plus de modération l'historien napoléonien **Jean Tulard** dans sa préface, M. Morlot n'a pas tort au départ d'être allé quelque peu gratter l'épaisse couche d'idées reçues recouvrant, depuis le milieu du siècle dernier, Talleyrand et son œuvre politique. Sur la vilennie personnelle de l'intéressé, tout a été dit, et il ne valait guère la peine d'insister — encore que la passion sordide de l'argent l'ex-évêque d'Autun donne à notre auteur l'occasion de quelques précisions intéressantes.

C'est donc le Talleyrand diplomate, le ministre du Directoire et de **Napoléon Ier**, le négociateur du Congrès de Vienne et de la Conférence de Londres, qui se trouve sur la sellette. Là, on pourrait accuser M. Morlot de vouloir un peu trop en faire — notamment en recherchant aussitôt une explication basse chaque fois qu'il se trouve obligé de concéder un petit point à son "héros" exécré. Il n'est pas rare que les entreprises de démmystification tendent à sombrer dans le systématisme, et le livre de M. Morlot n'échappe pas à ce reproche. Il n'en demeure pas moins d'une lecture fort intéressante pour quiconque se préoccupe de l'histoire politique d'une période capitale pour la France et l'Europe.

(Henri Veyrier).

J. B.

VOYAGES

LA BRETAGNE

● L'idée directrice de cette nouvelle collection *Voyage en France* dont cet ouvrage est le premier volume, consiste à présenter une province en associant une iconographie abondante et variée à des textes clairs rédigés par une équipe de spécialistes.

Le rapport qualité-prix fait de cette entreprise une véritable réussite.

Larousse. 150 F

WEEK-ENDS DANS LES RELAIS ET CHATEAUX *de Charles Pudlowski*

● Voici cinquante-deux étapes où le touriste à la bourse bien garnie peut goûter le luxe d'un décor parfait en vivant un instant dans un cadre idyllique. Des lieux de rêves et l'on peut, en compulsant cet ouvrage, voyager en songe, faute de pouvoir le plus souvent s'offrir de tels plaisirs.

Albin-Michel. 98 F

DOCUMENTS

CORRESPONDANCES FAMILIALES ET ÉCRITS INTIMES TOME II (1828-1839) *de Victor Hugo*

● Quelle excellente idée d'avoir regroupé toute cette gigantesque correspondance autour d'un thème central et d'avoir placé les lettres de Hugo avec, chaque fois que cela était possible, les références des destinataires, ou encore les missives que s'adressaient entre eux intimes et familiers. Ainsi, voici, à titre d'exemple, le « cycle des deuils et naissances », celui des « amours de l'épouse », puis des « amours du mari ». Tous ces écrits, permettent un véritable jeu de miroirs où se renvoient les images des principaux protagonistes. A côté de ces textes se trouvent des documents curieux comme les « comptes du ménage » Hugo tenus par Adèle.

Cette édition, préfacé et notes de Jean Gaudou, comporte, en outre, un index remarquable.

Robert Laffont. Collection Bouquins. 140 F

DÂU LÀ DÔC-LÂP ? de Gilbert Martin

● Bien peu des Français ayant combattu en Indochine ont pu bannir de leur mémoire cette terre abandonnée et martyrisée. Au delà des années qu'il y passa sous l'uniforme, **Gilbert Martin** est toujours resté attentif au destin du pays et de son peuple, et c'est visiblement avec la conviction d'accomplir un devoir sacré qu'il a entrepris de reconstituer ce qu'il appelle fort justement leur "chemin de croix", de l'occupation japonaise à l'effondrement de 1975 face aux forces communistes.

Appuyée sur des données historiques rigoureuses autant que sur des réminiscences personnelles que rien ne pourra jamais effacer, cette reconstitution allie la précision à l'émotion.

Elle mérite d'autant plus de faire réfléchir tout lecteur épris de justice et d'honnêteté sur la question posée, en langue vietnamienne, par le titre : *Où est l'indépendance ?*

(Chez l'auteur, La Dorcas, 63 rue Claude Debussy 83140 Six-Fours-les-Plages - 120 F)

RÉCITS

UNE VIE SAUVAGE MÉMOIRES D'AFRIQUE *de June Vendall Clark*

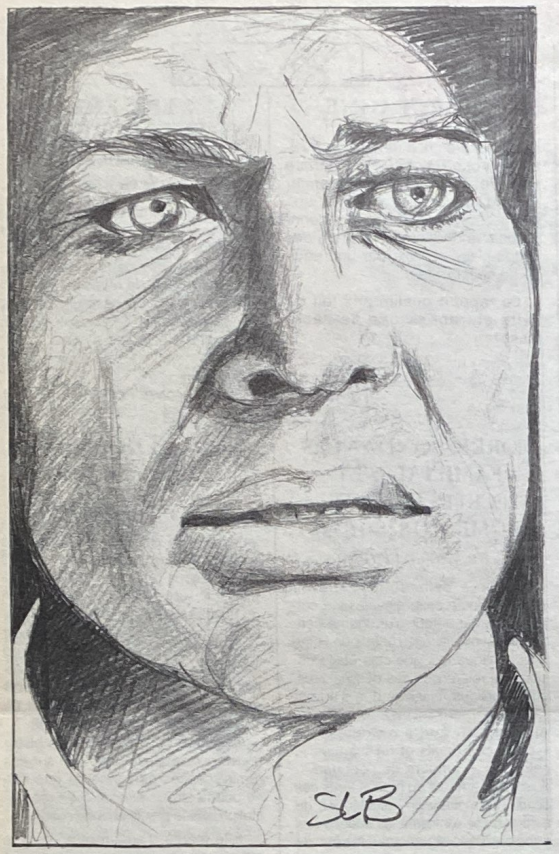
● L'auteur a passé quelque quarante-trois ans en cet immense continent. Après avoir créé avec son mari une exploitation agricole, elle s'enfonce avec lui dans le Kalahari, puis organise des safaris.Le couple prend bientôt conscience de la nécessité de protéger des espèces animales menacées d'extermination et tentent de faire partager leur point de vue aux tribus qui les entourent, essayant avec un bonheur relatif de les convaincre de créer une réserve. Par-delà quelque naïveté touchante, ce récit montre bien les ambiguïtés de l'Afrique, avec ses espérances, ses promesses et ses illusions.

Presses de la Renaissance. 120 F

AVENTURES ET LÉGENDES DE L'AFRIQUE A LA MER ROUGE *par Henry de Monfreid*

● Avec *Le dragon de Cheik Hussen, La perle noire, Le sang de parjure*, le célèbre aventurier émaille ces trois récits d'épisodes authentiques puisés dans ses souvenirs de boucanier impénitent rompu à tous les trafics. L'aventure, qu'elle soit réelle ou imaginaire, se déroule au fil des pages et emporte vite le lecteur en quête de mystères et de dépaysement. On s'embarque sans risque avec un tel compagnon ivre de bourlingue.

Grasset. 125 F



Cinéma

RALPH SUPER KING
rondement mené

Youpie ! Les bons gros sont de retour ! Actuellement sur vos écrans sous les formes de **John Goodman**. *Ralph super king* n'est pas le nom d'une nouvelle recette de hamburger, mais le titre du film de **David S. Ward** qui lui donne un rôle à sa mesure. Gros, mais d'une souplesse acrobatique, remarquable sur le plan physique, extraordinaire sur le plan du jeu d'acteur. Comme il arrive trop souvent, le titre comme l'affiche font augurer du pire : une grosse farce truffée de vulgarité et liée au ketchup.

Eh bien non : c'est un merveilleux petit film.

Toute la famille royale d'Angleterre passe, pour ainsi dire, comme un seul homme à la chaise électrique, au cours de la prise de vue d'une photographie officielle. Mais le Royaume-Uni ne renonce pas au trône pour si peu et une armée de généalogistes se met en quête d'un lointain héritier. Malheureusement celui-ci est un obscur, vulgaire et minable pianiste de jazz de Las Vegas (John Goodman). Il faut dresser, enseigner, transformer ce souverain « venu des colonies » : c'est à cette tâche que s'attache le secrétaire particulier du roi (**Peter O'Toole**). Et voici reformé, sur le plan physique, le tandem **Laurel et Hardy**, et sur le plan social celui de **Tony Curtis** et **Roger Moore** dans *Amicalement vôtre*.

Tout autour, il y a le décor : somptueux, qu'il soit d'extérieur et naturel, à Buckingham et à Windsor, ou dû aux talents des architectes, décorateurs, sculpteurs et accessoiristes de la production.

De la farce, le scénario garde les gags inhérents à la situation, attendus et gros, ou inventifs et pleins de finesse. On n'échappe pas au bœuf improvisé avec clavecin et orchestre de chambre royal dans la grande salle de bal devant toute l'aristocratie européenne : mais quel brio, quel spectacle !

De l'éternelle confrontation des civilisations de l'Ancien et du Nouveau Monde, ce film américain concocte tout à la fois un acte d'allégeance à la plus grande Angleterre, et une déclaration d'amour sans complexe à l'*american way of life*.

Mais là n'est pas l'essentiel. Et c'est là justement que quelque chose est en train de changer dans le cinéma et dans les idées qui circulent. Dans le cinéma : toute une série de films récents renouent avec un art difficile qui consiste à faire d'abord du bon spectacle et à avancer accessoirement, sans prétention, sans lourdeur et sans didactisme, quelques idées et quelques vérités bonnes à dire.

Enquête sur la monarchie...

Les vérités et les idées forment le substrat presque invisible mais capital de *Ralph super king* : une réflexion sur ce qu'est une monarchie, sur ce qu'est ou doit être un roi, sur la légitimité, le mérite, l'humanité et le caractère transcendant du système. Lorsque Ralph abandonne le trône (à la suite d'un rebondissement amené avec beaucoup d'habileté), il est véritablement devenu un roi et toute sa personne en est métamorphosée.

Comme l'action repose sur la rapidité et l'efficacité de montage, le discours s'appuie sur les remarquables qualités d'acteur de Peter O'Toole et de John Goodman : ils enlèvent avec conviction et charme les scènes mêmes qui pourraient sembler bavardes.

Une seule erreur néanmoins est commise, toujours la même : l'abdication d'**Edouard VIII** est longuement évoquée : la légende est têtue qui met en cause la roture et la citoyenneté américaine de **Wallis Simpson**. Ces deux problèmes étaient mineurs ; en revanche, ses deux divorces étaient rédhibitoires.

Célina COURTINAT

Télé

UNE PÂTURE QUI SENT LE FOURRAGE

A la date du 11 mars 1898, **Jules Renard**, qui est allé rendre visite à **Marthe Brandès** dans sa loge, note dans son journal : " Elle se débarbouille. Que de choses une jolie femme peut ôter de son visage ! Elle en ôte tout le théâtre ".

Marthe Brandès était, avec **Lucien Guitry,** la créatrice de la pièce *Le pain de ménage*, et la réflexion qu'elle inspire à son auteur a tout le charme des répliques. Il faut dire que Jules-Poil de Carotte n'épinglait pas que sa Madame Lepic de mère. Pour méchante qu'elle fût, celle-ci lui avait au moins appris à voir le monde, et surtout ses travers. Dans son journal encore, il inscrit : " Le goût que j'ai d'une certaine médiocrité me servira au théâtre". Il en est résulté de ces pièces brèves qu'on qualifie sans hésiter de " délicieuses ", bonbons acidulés qu'**Antenne 2** a eu la bonne idée — une fois n'est pas coutume ! — de nous offrir.

Il faut toutefois, pour les goûter, bien de la patience, puisqu'elles sont programmées sur deux lundis et à une heure tardive, cela s'entend. L'Etat socialiste, qui fait tant pour la culture, prend ses électeurs pour des courges, et n'accepte de les déniaiser qu'à dose homéopathique. Et pourtant, quel plaisir ! Voyant d'ailleurs avec quel bonheur **Anny Duperey** et **Bernard Giraudeau** servaient le texte de Jules Renard, je n'ai pu m'empêcher de songer que leur état de mari et femme à la ville n'était pas étranger à leur talent. S'offrir ainsi chaque soir et *Le pain de ménage* et, surtout, *Le plaisir de rompre*, constitue, j'en suis sûre, un charmant exutoire à l'ennui conjugal.

Pour les couche-tôt, la pâture ressemble à du fourrage : rediffusions de rediffusions, herbe jaunie et remâchée de ces feuilletons américains programmés quatre fois l'an, et qu'on présente comme des nouveautés parce qu'on les regarde avec le soleil dans les yeux. Pour accrocher le chaland, et parce que trop c'est vraiment trop, alors on propose une carotte Vieille ficelle de camelot : " regardez *la vengeance aux deux visages*, et gagnez une maison ", ou bien encore " gagnez la cagnotte de *Santa Barbara* " Entre jeux imbéciles et feuilletons-cadeau, notre télévision ne sera bientôt plus qu'une gigantesque loterie.

Les malheurs de Sophie.

A propos de jeux justement, et pour rester dans le " culturel ", cette anecdote. A l'animateur de *Questions pour un champion* qui demandait " qui était plus connu sous le nom de Sophie Rostopchine ? ", un candidat a répondu, enflammé : " Sophie Marceau ". D'ici à ce que " la Marceau " réclame le titre de comtesse de Ségur, il n'y a pas loin...

Il faut bien reconnaître aussi que l'été est le temps des perles. Est-ce là l'effet du soleil, ou celui des boissons dont on abuse pour étancher la soif, je me le demande, toujours est-il qu'en fin de journée on pourrait s'en faire un collier. En voici déjà deux pour commencer :

— **FR3**, journal du 19/20 : sur des images de décombres fumants, ce commentaire prononcé d'une voix pâteuse : " double assassinat en course ". Coupure, et mise au point de la présentatrice, hilare : " Vous aurez rectifié. Il s'agissait bien sûr d'un double attentat en Corse." Un détail quoi !

— **A2**, télé matin. Reportage consacré à la Touraine, " cette région coincée entre le Bassin parisien et la Bourgogne."

Je connais un Berrichon d'ici qui ne va pas aimer ça !

TOPOLINE

RÉDACTEUR EN CHEF PIERRE DÉMARET

Mairie de Toulon

QUI DIT LA VÉRITÉ ?

Dans sa lettre du 29 mars dernier adressée à « ses » employés municipaux (et c'est elle, on s'en souvient, qui avait déclenché toute l'affaire), le docteur **François Trucy** prenait prétexte d'une décision « quasi assurée » du ministère de l'Education nationale pour annuler le projet de construction d'une nouvelle mairie à la pointe des Ferrailleurs ; il écrivait en effet : « (...) Il est maintenant quasi assuré que le ministère [de l'Education nationale] refusera que cette faculté de Droit soit logée dans l'actuelle mairie (...) ».

De quoi s'agissait-il ? Le docteur Trucy s'était lancé notamment depuis son élection en 1989, dans une politique de « gros » travaux tous azimuts.

Le groupe Front National lui avait crié « casse-cou », l'avertissant qu'il ne pourrait tout payer avec les seules finances de la ville. Le sénateur-maire de Toulon n'avait pas voulu tenir compte de nos conseils avisés.

Parmi les projets mis en chantier, celui de la nouvelle mairie, près du Champs-de-Mars. Afin de calmer les Toulonnais, qui commençaient à craindre, eux aussi, une addition trop lourde pour les finances locales, le docteur Trucy annonçait que, dans le but de diminuer le coût de la nouvelle mairie, l'ancienne, c'est-à-dire l'actuelle, serait transformée en faculté de Droit.

Au moment où sa décision de surseoir au projet de nouvelle mairie a été rendue publique (sans délibération du conseil municipal, rappelons-le, alors que le budget de la première tranche des travaux avait été voté seulement trois semaines auparavant), le maire de Toulon avait avancé un changement de conjoncture économique et le refus du ministère de l'Education nationale pour l'aménagement de l'actuelle mairie en faculté de Droit, ceci afin de justifier son recul.

Cette position supposée des services de l'Education nationale, pour quasi-assurée qu'elle fût, m'avait paru être un faux prétexte invoqué par le docteur Trucy, qui refusait d'autre part de répondre à mes questions à ce sujet. J'ai donc, le 12 avril dernier, adressé une lettre ouverte à monsieur **Lionel Jospin**, ministre d'Etat, ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, pour lui demander quelle était exactement son sentiment à ce sujet.

Datée du 28 juin, je viens de recevoir sa réponse, qui m'a été adressée par ses services à mon bureau de Strasbourg au Parlement européen. Voici ce qu'il m'écrit : « Vous avez bien voulu appeler mon attention sur le projet d'aménagement des locaux de la mairie de Toulon au bénéfice des étudiants de l'université de Toulon et du Var. Je puis vous informer qu'à ce jour, aucune décision négative de l'Etat n'a été prise en ce qui concerne la possibilité évoquée ci-dessus de développement de l'université ».

Je crois que cette réponse est suffisamment claire. Au moment où un article des *Echos* (journal peu suspect de partialité envers la majorité municipale) nous apprend que chaque habitant de Toulon est endetté à hauteur de plus de huit mille francs à cause de son maire et que notre ville se situe au dixième rang national pour la lourdeur de la pression fiscale locale, il semble de plus en plus avéré que le motif du refus du ministère de l'Education nationale d'accorder ce transfert était un moyen de masquer les difficultés du maire et de l'équipe municipale en place.

Les Toulonnais ont le droit de savoir où se situe la vérité. C'est pourquoi, une nouvelle fois, je m'adresse au sénateur maire de Toulon pour lui demander qui dit vrai, de lui ou de monsieur Jospin.

Jean-Marie LE CHEVALLIER
Député au Parlement européen,
Conseiller municipal de Toulon

Le Ministre d'Etat
Ministre de l'Education Nationale

Paris, le 28 JUIN 1991

CAB/BDC/CP/N° 26 659 B
V/Lettre du 12.04.1991
Réf. : LR+AR

Monsieur le Député,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur le projet d'aménagement des locaux de la mairie de TOULON au bénéfice des étudiants de l'Université de TOULON et du Var.

Je puis vous informer qu'à ce jour, aucune décision négative de l'Etat n'a été prise en ce qui concerne la possibilité évoquée ci-dessus de développement de l'Université.

En tout état de cause, la programmation immobilière trouve sa place dans la procédure d'élaboration du schéma régional d'aménagement et de développement des enseignements supérieurs qui s'appuie d'une part, sur les grandes orientations nationales et d'autre part, sur le travail concerté de réflexion conduit au plan local ainsi que sur la participation active de l'ensemble des partenaires et des moyens, l'Etat restant disposé à examiner toutes les propositions qui lui sont faites.

Veuillez agréer, Monsieur le Député, l'expression de mes sentiments distingués.

Lionel Jospin

Monsieur Jean-Marie LE CHEVALLIER
Député au Parlement Européen
Palais de l'Europe
67006 STRASBOURG

Lionel JOSPIN

Sur le sort de la future ex-mairie...

MARSEILLE

Pour l'UDF Mattei, une seule valeur

SA PETITE PERSONNE

● En décembre 1989, la circonscription la plus « droitière » des Bouches-du-Rhône a élu, sous l'étiquette UDF, un député qui a battu (de justesse) la candidate du FN **Marie-Claude Roussel**.

Dans son mensuel *Vérité* de juin 91, ce député, J.F. Mattei, dénonce « la trahison des valeurs ». Enfin ! pensez vous. Pas du tout ! Vous connaissez la formule : « nos valeurs ne sont pas les mêmes que celles du FN ». Mais, **J.F. Mattei**, lui, se dévoile cette fois. Je cite : « Dix ans après leur arrivée au pouvoir, les hommes qui se réclament du socialisme sont coupables d'avoir trahi les valeurs qui permettaient d'espérer... Le pouvoir ne dit plus la vérité. Les hommes au pouvoir ont fait perdre à tout un peuple les raisons de croire en lui-même et en l'avenir... Les Français en donnant leur confiance à **François Mitterrand** pour conduire le pays avaient de bonnes raisons de choisir la gauche. Elle représentait le changement, mais surtout, elle incarnait la morale et la justice. La déception est à la démesure de la confiance qui s'était manifestée ».

Sidérant ? Non ! En réalité, le remplaçant de **Gaudin** à l'Assemblée nationale s'est toujours « félicité » des appels du PS et du PC à voter pour lui et s'est « réjoui » de leur « victoire contre l'extrémisme » ; il est de ceux qui, pour les municipales de mars 89, ont impérieusement conseillé à Gaudin de n'avoir aucun dialogue avec le FN.

Gabriel Domenech l'avait parfaitement jugé : « La droite a un député socialo-positif ». L'aveu de ses « valeurs » par Mattei lui-même, confirme le trait du polémiste...

Mais qu'en pensent vos électeurs, M. Mattei ?

Ce serait justice de le leur demander. Démissionnez donc, M. Mattei ! Ce serait moral... et aurait « valeur » d'exemple.

Mais vous n'avez pas le même sens de la justice et de la morale que nous. En fait, vous n'êtes pas traitre à ces « valeurs », car vous n'avez jamais été un homme de droite !

Intellectuel soixante-huitard, reconverti en professeur de vertu politicienne, vous êtes un manipulateur d'étiquettes et de grands mots, au profit des contre-valeurs qui ont fait tant de mal à la France.

VOUS N'ETES DONC QU'UN FAUSSAIRE, M. MATTEI !

Ronald PERDOMO

AVIGNON

LES IMMIGRÉS D'ABORD

VILLE D'AVIGNON
84045 AVIGNON CEDEX

Guy RAVIER
Député–Maire

CAB/YL/AM – 1852/91

Avignon, le 19 AVR. 1991

Monsieur le Directeur
[redacted]
Centre Commercial [redacted]
Route de Marseille

84000 AVIGNON

Monsieur le Directeur,

Je me permets d'intervenir auprès de vous en faveur de Mohamed A[redacted], domicilié [redacted] avenue de Richelieu à AVIGNON (Tél. 90.[redacted]).

L'intéressé, actuellement sans emploi, a déjà exercé la fonction de vendeur en électroménager. Il souhaiterait retrouver cet emploi au sein de votre Société.

Il me serait agréable, si une possibilité venait à se présenter, que vous puissiez examiner la candidature de Monsieur A[redacted] avec une attention bienveillante.

Vous remerciant par avance,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

● **Le maire socialiste d'Avignon, Guy Ravier, se préoccupe de la situation sociale des habitants de sa ville. C'est bien direz-vous — et nous aussi — si ce n'était celle d'immigrés en mal d'emploi comme le prouve le fac-similé reproduit ci-dessus.**

MAISONS CONSEILLÉES

Ambulances Mirabeau
Tél :1.47.34.18.18
NUIT - JOUR
service agréé n°78.8
Paris -France-Etranger.
Aller- retour
RM Seine 6620 67 75

NATIONAL VIDEO
Toutes les infos de la droite nationale que la télé ne vous montre pas
RENSEIGNEMENTS catalogues des cassettes hors-série (Pétain - Mgr Lefèbvre...)
6 rue de Beaune
75007 PARIS

B.A.L.
2, Villa du Sud
93380 Pierrefitte
Déménagements toute la France
Tél.: 48.29.05.13

ESPAGNE-ALICANTE
AGENCE IMMOBILIERE BAEZA
Locations tout confort du studio au F4
Toute l'année au soleil
A partir de 1500 F/mois (oct. à mai)
3000F(juin ou sept.) 5000F (juillet)
6000 F (Août) Tél : 19/ 34 65 41 14 66
Calle de Elche, 23
Santa POLA (Alicante)

SUD OUEST DÉMÉNAGEMENTS SARL
PRIX IMBATTABLES
FRANCE - ESPAGNE
SUISSE - ALLEMAGNE +OUTRE - MER
47200 MEILHAN - SUR - GARONNE
TEL :53.94.34.99

TAXI
Jean-Claude Muller
sur réservation
49.66.35.31
En direct avec le chauffeur
Après 19 h : 39.83.85.98

RADIO COURTOISIE
95.6 FM

LES AMIS de NATIONAL Hebdo

RÉDACTEUR EN CHEF MICHEL COLLINOT ASSISTÉ DE MICHEL MIOT

Profitant des dernières journées estivales du mois d'août où l'actualité politique intérieure fait relâche, Alain Honoré (RPR) et Michel Collinot (FN) tiendront le mardi 20 août une conférence de presse à l'Hôtel Intercontinental pour présenter la charte de l'Alliance en Faveur de l'Union de la Droite (AFUD). Le samedi 24 août, ce sera la rentrée de Jean-Marie Le Pen à la Trinité-sur-Mer, et le 30 août, "le banquet des 2000" à l'issue de l'Université d'été du Front National à Beaune (Côte d'Or).

Le jeudi 19 septembre, au palais de la Mutualité à Paris, Alain Honoré se joindra aux orateurs déjà prévus pour lancer un appel aux élus RPR et UDF afin qu'ils soutiennent l'action du Comité Anti-Joxe (CAJ) et exigent la démission immédiate du ministre de la Défense nationale. Enfin, le vendredi 20 septembre, à Strasbourg, aura lieu le 3e banquet des Amis de NH, avec Roland Gaucher, François Brigneau, Jean-François Galvaire et moi-même.

MES QUATRE RENDEZ-VOUS DU MOIS D'AOÛT

A Paris, le mardi 20 août, c'est au côté d'**Alain Honoré** que je présenterai, au cours d'une conférence de presse, le premier manifeste de l'Alliance en Faveur de l'Union de la Droite (AFUD). Le 21, nous serons les invités du journal de **Serge de Beketch** sur *Radio Courtoisie*.

La Trinité-sur-Mer. Ce sera samedi 24 août. Ce petit village résiste encore et toujours à l'envahisseur. C'est vrai qu'il a pour enfant le plus connu, le chef de la France française, **Jean-Marie Le Pen**. Le président du Front National n'est pas la seule célébrité du village où l'on peut rencontrer au hasard de ses allées et venues, **Olivier de Kersauzon**, **Alain Barrière** ou **Eric Tabarly**, tous amis d'enfance de Jean-Marie.

Depuis 1980, Jean-Marie Le Pen a pour habitude de faire sa rentrée politique le samedi d'après le 15 août, dans la Salle des fêtes de son village natal, à 20 heures.

Chaque année, il y a un peu plus d'estivants pour venir l'entendre, car si la Salle des fêtes ne contient, archi-pleine, que 500 auditeurs, la cour (où l'on installait l'an dernier un écran géant) et au-delà de la cour, les trottoirs avoisinants permettent de réunir, comme l'an passé, 1 500 participants.

La montée de Le Pen vers le pouvoir, le renoncement de **Giscard d'Estaing** à se présenter à la présidence de la République, le discrédit de **Chirac**, le "tout-vrai" des positions du FN depuis bientôt 20 ans, sont autant d'éléments qui doivent assurer cette année une rentrée en fanfare. **Carl Lang**, **Dominique Chaboche**, **Bruno Mégret** et votre serviteur seront de la fête dans le petit et charmant port de plaisance breton.

Pourquoi pas vous ? L'eau y est bonne, les crustacés sont frais, l'hôtellerie pratique des prix raisonnables, ça sent bon l'iode et surtout, l'espoir vient de La Trinité !

Tandis que l'Université d'été du FN ouvrira ses portes, le lundi 26 août à Beaune, c'est le mercredi 28 que **Marie-France Stirbois** viendra faire un tour en Saône-et-Loire pour visiter, en début d'après-midi, le canton de Mesvres, où se présente l'ami **Robert Schuller**, ancien responsable régional du MIL et responsable de circonscription du mouvement gaulliste. Robert Schuller, restaurateur à la retraite depuis deux mois, est sur ce canton depuis 20 ans. Aimé, populaire, militant patriote, il considère à la façon de **Georges Bidault** « que le gaullisme sans **de Gaulle**, c'est du civet sans lièvre ». « Ils ne sont plus qu'alimentaires », dit-il de ceux des dirigeants du RPR qui se prétendent encore gaullistes. Schuller est donné aujourd'hui gagnant par les jeunes agriculteurs de son canton. Dans la soirée, Marie-France viendra à Montceau-les-Mines pour le lancement de ma campagne cantonale sur la circonscription. Tout se terminera par un méchoui au restaurant Lartaud, à 2 km de Montceau, à Gourdon *.

Enfin, le vendredi 30 août, Jean-Marie Le Pen clôturera l'Université d'été à l'occasion d'un "banquet des 2000" au palais des Congrès de Beaune. Celles et ceux qui n'auront pas pu faire le déplacement de La Trinité auront à cœur de dîner ce soir-là, avec Jean-Marie Le Pen. Ce sera, en quelque sorte, la deuxième fusée à étage de sa rentrée politique. Inscrivez-vous sans tarder auprès du FN. Chèques (200 F) à l'ordre de Nicole Véron 21190 Meloisey.

* Mercredi 28 août, 19 h, Restaurant Lartaud à Gourdon (de Montceau, prendre route de Cluny-Mâcon, 20 km de Beaune), méchoui pour le lancement de la campagne de Michel Collinot, avec Marie-France Stirbois

Participation aux frais 150 F à l'ordre de FN 71. Chèques à renvoyer à M. Collinot 40 rue de Bourgogne 71300 Montceau-les-Mines).

CORSE

● Une anecdote qui en dit long. Récemment, une continentale met en vente une propriété qu'elle possède dans l'île de Beauté : on lui en offre le quart de sa valeur.

Elle proteste.

— Vous êtes libre de refuser, lui dit-on. Mais sachez que dans ce cas, votre maison va sauter.

Elle cède.

Evidemment, elle ne remettra pas de sitôt les pieds dansl'île.

Nous devons ce type de situation à **Joxe** et à ses complices.

R.G.

CNC

● **Les Cadets du CNC** recherchent pour croisière à partir de La Trinité-sur-Mer (du 31 août au 8 septembre) chef de bord pour navigation en flotte (cap sur les îles Scilly), sur First 32 S 5. Contacter d'urgence 45 79 56 71

ILS NOUS SOUTIENNENT

D.O.	81800 Coufouleux	500
M.J.	44380 Pornichet	100
H.Y.	78160 Marly	200
G.C.	13700 Marignane	100
S.A.	83500 La Seyne	200
C.J.	02100 Remancourt	150
S.G.	94100 Saint-Maur	300
G.M.	94450 Limeil	100
B.J.	42100 Saint-Etienne	200
C.M.	69005 Lyon	200
M.P.	75002 Paris	200
M.L.	66000 Perpignan	500
J.J.	40210 Labouheyre	300
C.M.	83000 Toulon	100
C.G.	63400 Chamalières	500
V.L.	63130 Royat	500
G.R.	27180 Asnières	250
L.B.	26250 Livron	300
C.S.R.	75014 Paris	100
G.C.	78150 Le Chesnay PVT	100
M.C.	83000 Toulon	100
J.F.C.	95130 Franconville	230
J.T.	21000 Dijon	50
J.T.	69300 Caluire	500
M.R.	51390 Coulommes	200
A.B.	30200 Bagnols	160
J.P.D.	77450 Esbly	250
S.R.	74350 Cruzeilles	500
L.B;	80200 Péronne	100
B.G.	78340 Les Clayes	90
V.L.	83570 Carces	100
N.C.	41100 Pezon	600
J.W.	45130 Mung	150
P.T.	54300 Lunéville	150
A.B.	87170 Isle	200
G.d.M.	75116 Paris	500
A.B.F.	57000 Metz	150
J.J.	66000 Perpignan	200
B.J.	64600 Anglet	150
C.J.	11120 Maihac	200
W.G.	68400 Riedisheim	150
A.V.	93500 Pantin	150
G.F.	13380 Plau	250
P.G.	67100 Strasbourg	200
G.L.	83510 St-Antonin	150
V.G.	27140 Gisors	300
P.H.	68200 Mulhouse	100
R.F.	94230 Cachan	150
M.G.	39090 Montpellier PV	100
B.S.	29100 Douarnenez	100
M.C.	74940 Annecy	1 000
C.L.	25000 Besançon	350
B.J.	95310 Saint-Ouen	200
J.B.	83136 La Roquebrussanne	100
E.S.	06600 Antimes	250
L.J.	75014 Paris	300
F.L.M.	92100 Boulogne	200
J.M.	94000 Créteil	300
P.R.	83300 Draguignan	250
D.F.	11400 Castelnaudary	300
E.H.	33000 Bordeaux	150
E.F.	30900 Nîmes	150
J.J.S.	06000 Nice	600
M.L.	83300 Draguignan	500
Couthouis	42100 Saint-Etienne	150
C.C.	13009 Marseille	300
B.M.	92600 Asnières	300
L.L.	06500 Menton	150
D.R.	94320 Thiais	150
P.B.	10500 Brienne	50

LE MOT DU PRÉSIDENT

De **Yourcenar** à **Brigitte Lahaye** : la star du porno change d'instrument (est-ce parce qu'elle a grossi ? Non, vous ne me ferez pas dire le nom de celui qu'elle abandonne !) puisqu'elle passe au stylo.

Du cul-Pigalle au quai Conti, il n'y a qu'un pont ! Et nos médiocrates de vibrationner du... porte-plume, pour annoncer l'automne flamboyant (on a les étés indiens qu'on mérite) qui nous livrera le seul enfant (elle ne les aime ni ne les désire) d'une provinciale paumée. Pauvre Brigitte, engluée dans le cursus aliénant d'une trajectoire comme les décore **Jack Lang** : la croix de Chevalier des Arts et Lettres monte des fesses à la tête !

« *Libé* » pavoise : la RATP vient de supprimer la première classe dans le métro. Ça, c'est de la victoire populaire, de l'acquit de sans-culotte (dans le même temps où l'on interdit le bermuda dans les piscines, transformées en machines à laver hebdomadaires). Comme aurait dit **Chirac** quand il les faisait rentrer par milliers : « la même odeur pour tous... et tous en deuxième crasse ! ». Moi, ça me désole de ne plus pouvoir choisir mon wagon. Et puis, je pense à tous ces gens, handicapés et âgés, qui se sentaient (pardon, Monsieur Chirac !) moins en péril dans le wagon jaune. Mais **Edith** n'en a sûrement rien à cirer.

A propos du cirage, avez-vous dégusté comme il convenait nos journalistes reçus par le roi du Maroc ? Et que je t'interroge « votre Majesté », et que je cire le « Sire »... j'ai pour Hassan II beaucoup d'estime : il incarne, sans remords ni faiblesse la monarchie, c'est-à-dire le gouvernement solitaire. Il sait, d'une phrase ou d'une boutade (dans un français à complexer... cherchez vous-mêmes !) déplacer ou resituer une question, esquiver le piège et le rendre insolent. Il a, comme tous les vrais chefs, réponse à tout.

De sa politique intérieure, peu me chaut ni m'importe : l'ordre règne sur l'empire chérifien, et cela suffit à me le faire respecter. Quant à l'immigration dont nous crevons, il y propose des solutions dont je suis gêné qu'elles nous soient soufflées par un étranger ! Merci, Sire ! Votre Majesté connaît mieux nos problèmes que les comiques qui nous gouvernent. Quel gâchis, cette brouille avec le Maghreb !

Israël accepte de discuter avec les Arabes : qui ne s'en réjouirait, pour l'avoir raisonnablement espéré, le temps d'une génération ! Tout inquiétant que soit le leadership américain, cette volonté de dialogue est un bout de rameau dans le bec de la colombe. Mais à quand l'internationalisation des Lieux saints, à quand le respect de l'autre « là où tout commença », à quand la Paix ?

De plus en plus, et la guerre du Golfe m'y a conforté, j'ai le sentiment que le monde risque de brûler par la mèche israélo-arabe : savons-nous bien qui tient le briquet ?

Jean-François GALVAIRE

P.S. — Merci à vous tous, amis et lecteurs de *NH*, qui me manifestez votre soutien : croyez-moi, on les aura !

UN TRÉSOR DE GUERRE POUR NH

Notre souscription des Amis de National Hebdo commence à porter ses fruits.

Nous avons un objectif : le 10 octobre 1991.

Pour cette date, il nous faut lancer avec un numéro prestigieux, NH dans chaque librairie, y compris dans les coins les plus reculés de la France profonde.

● Adresser à tous nos adhérents des autocollants et des tracts à distribuer autour de leur domicile.

● Gagner la bataille de la presse nationale.

Répondez à la souscription, aidez-nous !

Grâce à votre aide, le 10 octobre, nous créerons la surprise.

NH sera partout, avec Le Pen au cœur.

Il convient de rappeler que la souscription est un don et non une cotisation à l'association. D'autre part, nous demandons à chacun de nous préciser s'il souhaite voir son nom figurer dans la rubrique : « Ils nous soutiennent », ou s'il préfère ne voir mentionnées que ses initiales.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

(chèque à l'ordre de l'Association des Amis de National Hebdo à retourner à l'association 7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 Paris)

Nom, Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....
Téléphone .....

Verse la somme de ..... F

ASSOCIATION DES AMIS DE NH

PRESIDENT D'HONNEUR : MARIE-FRANCE STIRBOIS
PRéSIDENT :Me JEAN-FRANÇOIS GALVAIRE

BULLETIN D'ADHÉSION

Adhésion simple : 150 F
Adhésion de soutien : 500 F
Membre bienfaiteur : 1 500 F et plus
(chèque à l'ordre de l'Association des Amis de NH à retourner à l'association, 7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 Paris)

Nom, Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Téléphone .....

Adhère à l'Association et verse la somme de .....F

PRÉLÈVEMENT MENSUEL

Formulaire à adresser à l'Association des Amis de National Hebdo, 7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 Paris

Nom,Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....Ville.....
Téléphone ..... Profession .....

Titulaire du compte n° .....
Nom et adresse de la Banque .....
.....

Messieurs,

Je vous prie de bien vouloir effectuer un virement mensuel de F.....
au crédit du compte suivant :
Compte n° 000 500 34 33 3 — Clé RIB 64
Chez SG Ag WAGRAM — Code banque 30 003
Code guichet 03183

Je désire que ce virement ait lieu le .....de chaque mois,
à partir de la date suivante .....
et ce, jusqu'à nouvel avis contraire de ma part.

Fait à ..... le .....

Signature

UN SYSTÈME BIEN AU POINT.

Dialogue avec... DE VOUS A NOUS ...nos lecteurs

L'INSEE ET L'IMMIGRATION

de Roger M.
59720 Louvroil

● Afin de permettre à **Edith** d'inverser la direction de vol de ses charters, l'INSEE trouve le nombre d'immigrés en France insuffisant : nous manquerons de main-d'œuvre en l'an 2000 ! Pas assez de petits Français ! A qui la faute, quand gauche comme droite, sous couvert d'antiracisme, **retirent la priorité aux Français pour l'emploi, le logement, pour l'entrée aux grandes écoles et aux appartements d'étudiants**, couverture sociale etc... ? En 1981, les mêmes comédiens nous prédisaient la disparition du chômage pour 1990.

Interrogez nos enfants : ils se sentent exclus de tout pouvoir politique, économique, exclus du droit de parole. Peut-être n'ont-ils pas compris que, s'ils se réunissaient pour manifester, ils auraient plus de poids. Ce ne sont pas leurs soixante-huitards de parents au pouvoir qui pourraient trouver à redire ! Et l'on voudrait que ces jeunes, de plus, subissent un chômage permanent pendant que nous continuerions à faire venir des cadres immigrés du tiers-monde, comme cela se passe actuellement, au rythme de plus de 100 000 par an, soi-disant diplômés, en fait utilisés à concurrencer nos jeunes, car payés à bas prix ? Quels sont ces mercantiles qui vendent leur pays et emploient des médecins du tiers-monde dans les hôpitaux ?

---

de Mme A. F.
06100 Nice

● N'étant pas démographe, je m'attendais à des réflexions sérieuses, quand les médias ont commenté ce problème, ce 29 juillet. Hélas, jamais je n'ai trouvé nos journalistes de radio et télévision aussi faibles que dans le traitement de ce sujet.

« Nous avons besoin de cadres spécialisés ; notre démographie baisse ; nous avons donc besoin d'immigrés.» Voilà une affirmation faite par deux salariés de l'INSEE dont on sait qu'on a changé la direction pour raison politique (Claude Leroy et Olivier Marchand) et que l'on discute à peine...

Nous avons un économiste mondialement reconnu, M. **Maurice Allais**, prix Nobel d'économie : **il n'est jamais interrogé** et, diraît-on, interdit d'antenne. Qu'attend Mme Anne Sinclair pour l'inviter à *7 sur 7* ? A ma connaissance, M. Allais, dans une conférence à laquelle j'ai assisté, précisait : « En France, nous sommes trop nombreux ». Compte tenu d'autres données (environnement international et écologique), manifestement, M. Allais dérange...

D'AUSTRALIE

de Mme Ch. S.
Mount Evelyn 3796 Australia

● Je vous envoie deux articles concernant le Front National et son président, **Jean-Marie Le Pen**, qui ont passé dans un excellent hebdomadaire américain, *Spotlight*.

De précédents articles, d'une longueur de deux pages et plus, ont déjà été publiés à ce sujet. Si cela vous intéresse d'en faire connaissance, faites-le moi savoir, je vous en enverrai les photocopies.

Mon chèque contenant mon renouvellement d'abonnement annuel et le paiement de l'annonce que je vous avais demandé de publier vous parviendront dans les plus brefs délais.

Merci à notre correspondante. Il nous est impossible, faute de place, de publier les deux articles en entier. Mais nous recevrons volontiers la documentation que notre lectrice nous propose. Et il est toujours émouvant de recevoir des lettres qui viennent de fort loin, du Canada. des Etats-Unis, du Brésil, d'Argentine, d'Afrique Noire ou, récemment, de cette lointaine Calédonie, toujours française, et toujours chère à nos cœurs.

R.G.

LA PRESSE ET LA PUB

de Jean-Paul M.
75019 Paris

● Si je prends la plume, aujourd'hui, pour m'adresser à vous, c'est ce que je suis un professionnel de la Presse. A ce titre, je suis avec une attention toute particulière votre série d'articles sur la crise actuelle que connaît cette profession, à laquelle nous sommes attachés.

Je ne veux donc pas tarder davantage à vous dire combien j'apprécie et combien aussi je partage votre analyse que je fais totalement mienne. Particulièrement, ai-je goûté ce que vous dites sur la publicité...

... Non, la publicité n'est pas en soi une chose totalement et définitivement mauvaise (pour ne pas dire satanique). Non, il n'existe pas de syndicat type mafieux des annonceurs. Modulée, représentant un niveau moyen des recettes d'un journal, elle assure sa survie. Ce qu'il ne faut pas, c'est qu'un annonceur seul représente plus de 5 %, par exemple, des recettes d'un journal. Si aucun d'eux ne dépasse 1 %, il n'y a pas de problème. La seule certitude pour un journal, auquel toute publicité est refusée — ou qui pis est, refuse toute publicité sous prétexte de pureté — c'est la stagnation, puis la confidentialité, et enfin, la mort...

... Le manque de publicité pour la presse de droite, constitue un handicap financier presque insurmontable.

POUR NH

de M. et Mme Claude G.
24390 Hautefort

● Nous ne sommes pas déçus. Nous sommes toujours lecteurs de *NH*. Mais nous l'achetons, en double, chez deux marchands de journaux différents, à Périgueux, pour les encourager à le recevoir. Et nous les "boîtons" après lecture.

APRÈS LA GUERRE DU GOLFE

de Mme Ev. K.
60400 Noyon

● J'ai bien reçu votre lettre de relance postée le 30 juillet, par laquelle vous me demandez les raisons de ma défection.

En réalité, j'ai rejeté, l'hiver dernier, tout le Front National et sa presse, dans un grand mouvement de mauvaise humeur.

Tous les arguments développés, tant dans *National Hebdo* que dans *Minute*, ne m'ont absolument pas convaincue du bien-fondé du laisser-faire...

...Bref, je ne suis pas contente, mais comme toutes les autres valeurs que vous et les vôtres défendez sont aussi les miennes, je me décide à revenir en votre giron.

Ci-joint donc, mon coupon de réabonnement pour 6 mois (je suis un peu gênée en ce moment).

Croyez bien, cher ami, que c'est de tout cœur que je continue ainsi à soutenir votre mouvement que j'approuve sur la plupart de ses points.

A NOS ABONNÉS

● Les changements d'adresse, provisoires ou permanents, représentent une opération coûteuse. Nous serons donc contraints de facturer 30 F chaque changement. Merci d'avance de votre compréhension.

N.H.

NATIONAL Hebdo

Hebdomadaire d'informations nationales

Directeur de la publication : **Roland Gaucher**
7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 - Paris
Tél : **47.70.68.16** Télécopieur : **47.70.68.19**

RÉDACTION

Directeur de la rédaction : Roland Gaucher
Le Journal d'un homme libre : François Brigneau
Le Journal d'un Méridional : + Gabriel Domenech
Rédacteur en chef : Jean Bourdier
Rédacteurs en chef adjoints : Jean-Claude Lauret - Eric Laffitte
Grandes enquêtes : Eric Laffitte
Politique : Michel Collinot, Michel Miot, Michel Roland, , Valterus, Yves de Verdilhac
Reportages : Marie-Claire Roy, Eric Stetten
Douce France : Eric Laffitte
Défense des Français : Pierre Descaves, Dr Perenna, René Duval, Raphaël Trigal
Lettre : Jean-Claude Lauret, Jean Mabire
Musique : Claude Gaillard
Télévision : Mathilde Cruz, Topoline
Finances : Georges Lauret
Cinéma :Célina Courtinat
Chroniques : Henry Coston, Jean Mabire, Célina Courtinat, Topoline, Jean Nouyrigat
Dessins : Pinatel, Aramis, Konk
Secrétariat de Rédaction : Emmanuel Cazenac
Maquettistes : Philippe Malbret, Umberto Kempner
Révision : Michel Miot
Service photo : Emmanuel Cazenac
Secrétariat : Michèle Bonnot, Isabelle Viel.

SUPPLÉMENTS

SPECIAL PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Rédacteur en chef : Pierre Démaret
Rédacteurs : Frédéric Loeuillet, Jacques Bouisset, Samuel Maréchal
Photos : Gérard Reilhac, André Devesa

LES AMIS DE NATIONAL HEBDO

Rédacteur en chef : Michel Collinot
Rédacteur en chef adjoint : Michel Miot
(ça bouge à droite)

ADMINISTRATION

Promotion : Lionel Payet
Abonnements : Mireille Muller,
Pub et relations presse :Valérie Delahaye
Comptabilité : Viviane Dubot
Documentation : Elisabeth Bakhmeteff
Communication : Alexandra Trémorin

TRIBUNES LIBRES ET DOSSIERS

Directeur de la publication,
directeur de la rédaction : Roland Gaucher
Secretaire General : Lionel Payet
Assistante : Marie-Claire Roy
Maquettiste : Stéphane Le Brieuc
Révision : Nicole Dupaty
Société éditrice : SANH
S.A au capital de 625 000 F durée : 99 ans à partir du 1/1/88
Siège social : 7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 - Paris
PDG : **Roland GAUCHER**
Commission paritaire : 63066
ISNN : 0761-8972
APE : 5120- SIRET : 344 140 322 00027
CCP 352 913 G PARIS
Tirage : 100 000 exemplaires
Imprimerie Sipnor Massy
Dépôt légal :

PETITES ANNONCES

Médecin généraliste 30 ans, sérieux, cherche succession Paris secteur 1 pour 1992. Présentation à la clientèle ou travail en collaboration souhaité. Ecrire au journal (Réf. 358.01)

● Recher. locat-gér. mais. de ret., foyer, collectiv. sf Paris/Lyon/Mars. (Réf. 369.01)

● Ch. employée de maison 25-35 ans pr monsieur âgé volide près de Bordeaux. Nourrie, logée, déclarée. Tél. 56 64 72 68 ou 61 56 26 32 (Réf. 369.02)

● Décorations pendantes de la Phalange espagnole : 1) XXe anniversaire (1933/1953). 2) XXVe ann. des sections féminines (1934/1959). 250 F pièce. 3) Insigne bout. officiel numéroté d'avant-guerre : 50 F. Règlement par chèque à M. Grimaldi - BP 337/16 - 75767 Paris cedex (Réf. 369.03)

● J. F. Austral. 24 ans, cherc. emp. au pair Paris ou province à partir de nov. 91. Ecrire : Christiane Sauze - 7 Kuyura Rd - Mount Evelyn 3796 Vic. Australia (Réf. 369.04)

● Recherche meubles, tableaux, objets de décoration maxi. 1900. Tél. : 46 65 94 65 (Réf. 367.04).

● Cse démén. vends meubles de cuis. et gazinière gaz bon état. 600.F. Tél. 49 61 01 97 (Réf. 369.05)

La reliure de NATIONAL Hebdo

Terre de Sienne et marquée or. Elle contient 26 numéros de votre journal.

120 F + 16 F de port

les deux 220 F + 22 F de port

les trois 300 F + 28 F de port.

Deux reliures par an.

Tarifs TTC la ligne de 30 signes ou espaces

Demande d'emploi	15 F
Offre d'emploi	22 F
Immobilier	30 F
Divers	18 F
Commercial	30 F
Encadré	30 F
Domiciliation au journal	30 F

La précritique...

LA TÉLÉ ET MOI ...

Eloge de Marchand

J'espère que l'on ne va pas tenir rigueur à M. Philippe Marchand, le premier flic de France, d'avoir permis l'égorgement au couteau de cuisine de M. Chapour Bakhtiar, l'homme politique étranger le mieux gardé par la police française.

M. Philippe Marchand est, en effet, le ministre de l'Intérieur le plus utile que nous ayons eu depuis longtemps. S'il ne terrorise pas les terroristes, il fait peur aux enfants, ce qui, au jour d'aujourd'hui, est autrement plus difficile, et important.

Lorsqu'ils le voient, à la télévision, mes petits-neveux et nièces, qui se chamaillaient dans l'allégresse des ardeurs enfantines, cessent aussi sec leurs débordements. Corentin ne file plus de coups de pied en vache à son frère Adrien, coupable de tricher au Mikado. Jean-Baptiste arrête de pincer sa sœur Enora, qui lui tirait les oreilles parce qu'il poussait son autre sœur, Agathe, à dire des vilains mots. L'écran s'allume, M. Marchand paraît. Le tumulte s'éteint.

Cette tronche méchante où le sourire n'est jamais qu'un rictus, transforme le garnement le plus dissipé en adorable bambin. Cette barbouze sale et brouillée lui glace le cœur. Ce regard trouble, derrière ces lunettes glauques, lui rappelle l'étrange bonhomme qui ouvrait son imper, à la porte de la maternelle...

Alors l'affreux jojo trouve à nouveau un langage poli et son regard redevient d'innocence.

Quand M. Marchand parle, c'est terrible. Quand il se tait, c'est pire. L'effet est tel que M. Marchand n'a même plus besoin de se montrer. Il suffit qu'on dise, lors d'un goûter qui tourne au catch à quatre : « Si vous continuez, j'appelle le ministre de l'Intérieur », pour qu'aussitôt les hurlements s'étouffent ; les poings s'ouvrent, l'étranglement par derrière devient affectueuse accolade et, dans le silence rétabli, on entend monter les voix séraphiques des chérubins :

Le jour luit, le ciel est rose,
L'horizon vermeil,
Quand la lune se repose,
Lève-toi, soleil.
On entend sous la ramée
L'oiselet siffleur
Et l'abeille réveillée
Dit bonjour aux fleurs.

Sanctionner le ministre le l'Intérieur, sous prétexte que l'ancien premier-dernier ministre du Shah a eu la gorge coupée d'une oreille à l'autre, sans que ses gardes du corps rapprochés se soient doutés de rien durant trente-six heures, ce serait punir toutes les mamans et tous les papas de France en les privant du seul croquemitaine socialiste capable, en 1991, de rajeunir les gosses de cinquante ans et plus.

M. le président, je vous en prie. Ne lésinez pas sur l'hommage à M. Bakhtiar. Chapeau à Chapour ! Donnez lui le Panthéon. Il le mérite. Mais de grâce, conservez-nous l'effroyable Marchand. Montrez-le-nous à la télé, surtout le mercredi. Ça mettra en train les parents qui ne refuseraient pas la charge d'une famille nombreuse, si un certain calme intérieur leur était garanti.

M. C.

JEUDI 15

Cinéma

- **Violettes impériales** *(A2, 14 h 25)*
- **Cargaison dangereuse** *(A2, 20 h 45)*
- **Hécate** *(M6, 22 h 30)*

• Pour revoir le charmant Luis Mariano dans le rôle de Juan de Cardona faisant le galantin auprès d'Eugénie de Montijo avant qu'elle n'épouse Napoléon III. Sur ce thème Francis Lopez avait broché une opérette **Violettes impériales**, qui fit les beaux soirs du Paris de l'après-guerre. En 1952, Richard Pottier en tira un film. Naturellement, c'est de l'histoire de roman feuilleton. La réalité était moins souriante. Eugénie n'avait pas bonne réputation (cette « grue couronnée », disait Rochefort). On racontait qu'elle était hystérique et qu'elle avait voulu se donner la mort parce que le mari de sa sœur refusait de monter dans son lit. Paris, qui avait appelé Marie-Antoinette l'Autrichienne, la nommait l'Espagnole. Persigny, artisan du coup d'Etat et ministre de l'Intérieur et Drouyn de Lhuys, ministre des Affaires étrangères, s'employèrent à contrecarrer les projets de Napoléon III. Mais rien n'y fit, pour une raison simple, mais suffisante : il l'aimait. « Je suis pris », disait-il. Et comme l'avait prédit Violetta, la marchande de violettes qui lisait dans les lignes de la main, elle devint l'Impératrice des Français, au grand dépit de Drouyn de Lhuys qui souhaitait que l'Empereur épousât une princesse protestante, soit Wasa de Suède, soit Adelaïde de Hohenhole-Langenburg. Avec Carmen Sevilla (Violetta), Simone Valère (Eugénie) et Louis Arbessier (Napoléon III).

Luis Mariano et Carmen Sevilla

• **Cargaison dangereuse**. Film américain de Michael Anderson où s'affrontent Charlton Heston, capitaine d'un bateau de sauvetage, et Gary Cooper, second à bord de la *Mary Deare*, un cargo abandonné par son équipage et qui dérive près des îles anglo-normandes.

• **Hécate** est un film suisse tiré d'un roman de Paul Morand (*Hécate et ses chiens*). A Berne, durant la guerre, un jeune diplomate rencontre une femme mystérieuse qui lui remet son passé en tête et au cœur. Le film n'est pas sans charme malgré sa lenteur helvétique. A le regarder, on ne croirait jamais que Morand fut l'auteur de *l'Homme pressé*.

VENDREDI 16

Sercq

- **Thalassa** *(FR3, 20 h 45)*
- **Onorato** *(FR3, 21 h 40)*
- **Tire au flanc** *(A2, 22 h 45)*

• Escale à l'île de Sercq, la plus petite mais la plus magique des îles anglo-normandes. Un paradis marin où l'on vit dans le passé. Ne manquez pas ce voyage de Thalassa.

• **Onorato**. D'après une nouvelle de Jean Giono. A Aix-en-Provence, une riche femme d'affaires, noble de surcroît, est troublée par l'amour silencieux que lui porte un homme de condition modeste. Bonne interprétation de Danièle Lebrun.

• **Tire au flanc**. Claude de Givray et François Truffaut ont signé cette nouvelle version du célèbre vaudeville militaire de Mouëzy-Eon. Ceux qui se souviennent du genre comique troupier de Bach ou d'Ouvrard seront surpris. Avec Ricet Barrier, Jacques Balutin, Petit Bobo, etc. Curieux.

SAMEDI 17

Pour Nouyrigat

- **Cyclisme** *(La 5, 15 h 25 et 0 h 05)*
- **En Gruyère** *(FR3, 20 h 55)*

• Championnat du monde de cyclisme. Depuis Stuttgart, une des pistes les plus rapides qui soient. Courses aux points, tandem, avec nos duettistes Magné-Colas qui ont récupéré le vélo qui avait été volé à Bordeaux. (A propos de duettistes, remarque qui n'a rien à voir avec le sport. Ce fut jadis un genre qui connaissait un grand succès. Il y eut des couples célèbres : Charpini et Brancato, Pills et Tabet, Charles et Johnny [Trénet et Hess], Gilles et Julien. La mode a passé. Les duos sont excessivement comiques et parlés. Les chanteurs sont seuls avec accompagnement de chœurs féminins qui se tortillent en bramant la tierce. Ça me fait ricaner dans mes cerises à l'eau de vie. Fin de la parenthèse.) Il y aura également la poursuite par équipes et des épreuves de Kestin (discipline orientale imitée de nos anciennes courses par élimination). Question : Longo sera-t-elle là ? On sait qu'après une année sabbatique, notre super-championne avait décidé de reprendre la compétition. Ce que ses concurrentes françaises ont peu apprécié et la Fédération moins encore. On lui a fait recourir la finale de poursuite qu'elle avait remportée — et elle l'a perdue. On a voulu lui interdire d'utiliser son matériel pour adopter les vélos officiels. Comme Longo, égocentrique et autoritaire, ne pêche pas par

de Mathilde Cruz

manque de caractère (c'est souvent le cas, chez les champions), on a vite atteint le rouge-cerise. Espérons pourtant. Il serait dommage de se priver de ses talents.

• **Chronique paysanne en Gruyère** est un documentaire suisse qui dure une heure vingt sans ennuyer une minute. Je le recommande particulièrement à l'attention de M. Jean Nouyrigat, artisan restaurateur et homme de lettres. M. Nouyrigat juge le degré de civilisation d'un pays à ses fromages. Celui qui n'en produit pas — comme la Bretagne, par exemple — déclenche chez lui un rire sarcastique et méprisant, ce qui blesse au vif la sensibilité des autochtones. Il nourrit donc une haute considération pour la Suisse (à qui, outre le fromage, nous devons la démocratie et le coucou), et tout particulièrement pour la Gruyère, une région près de Fribourg. Elle produit un fromage fameux que les Français croient connaître mais qu'ils ignorent. Celui qu'ils appellent gruyère est l'emmenthal. Il porte des trous. Le gruyère n'en a pas.

La *chronique paysanne* nous raconte la vie d'une famille de paysans des alpages qui élève des vaches et fait son fromage, à l'ancienne. Ce *Si Gruyère m'était conté*... (Ah, madame, voilà des bons fromages !) est merveilleux de simplicité et de fraîcheur. On y apprend que leur forme d'équilibre et de bonheur est menacé par l'Europe et le progrès. Les Allemands, les Hollandais, les Français se sont mis à fabriquer du gruyère industriellement, c'est-à-dire que c'est du n'importe quoi, n'importe comment, mais sous cellophane, et moins cher que le vrai. Lequel pourrait bien disparaître. Sa disparition marquerait la fin de la vie traditionnelle dans les alpages. Je me félicite chaque soir d'être un peu plus réactionnaire que le matin.

DIMANCHE 18

Suivez le guide

- **Cyclisme** *(La 5, 15 h 45 et 23 h 25)*
- **Léningrad** *(FR3, 20 h 40)*
- Ou : **T'empêches tout le monde de dormir** *(La 5, 20 h 45)*.
- **La Viacca** *(FR3, 22 h 40)*

• Suite des **championnats du monde de vélo**. Suite aussi de la guerre des chaînes pour la conquête du sport Télé. Le vélo, c'était la 2. La 5 a réussi à s'emparer de ces championnats du monde de Sttutgart. Si elle ne réussit pas mieux qu'à Wimbledon, pour le tennis, l'amateur n'a pas fini de se lamenter. Et dès le début le pire est à craindre, puisque nous ne sommes pas en direct, mais en léger différé.

• **A** Leningrad, qui redeviendra très bientôt, espérons-le, **Saint-Petersbourg**, visite commentée par Macha Méril. Elle sait de quoi elle parle : Macha Méril est la fille de la princesse Marie Gagarine, femme de lettres (*Blonds étaient les blés d'Ukraine* et *Le thé chez la comtesse*). Au fond du golfe de Finlande, Saint-Petersbourg fut construite en 1703, sur les îles du delta de la Neva et de chaque côté du fleuve par Pierre-le-Grand. Le plan général fut dressé par un architecte français : Alexandre Leblond, élève de Le Nôtre et auteur d'un *Traité sur la théorie et la pratique du jardinage*. Devenu architecte de l'Empereur, on lui doit les larges avenues dites "perspectives", les grandes places, les escaliers monumentaux qui marquent la ville. Saint Petersbourg fut la capitale de l'Empire russe jusqu'en 1917. Deuxième ville d'Union Soviétique, elle résista pendant 900 jours aux armées allemande et finlandaise qui l'assiègèrent de juin 1941 à janvier 1944. Il y eut 600 000 victimes.

Daniel Auteuil et Catherine Alric

• **T'empêches tout le monde de dormir** est un film que Gérard Lauzier a tiré d'une de ses bandes dessinées. On y retrouve ses dons d'observation et son goût pour la satire comique. C'est l'histoire d'un écornifleur, gratteur de guitare ambulant, qui réussit à se faire héberger par une demoiselle et exploite la situation. Il faut se méfier autant du logement-stop que de l'auto-stop. Avec Daniel Auteuil, Catherine Alric, Anne Jousset. Amusant et pointu.

• **La Viacca**, mélo populiste de Mauro Bolognini. Belmondo, en petit paysan italien devenu voleur puis videur de maison close à Florence, est amoureux de Claudia Cardinale, fille de joie mélancolique. Ça finit très, très mal. C'est la loi du genre.

LUNDI 19

Mirbeau

- **Surprise sur prise** *(TF1, 20 h 40)*
- Ou : **Poussière d'ange** *(FR3, 20 h 45)*
- **Le Foyer** *(A2, 22 h 15)*

• Le navigateur Philippe Jeantot, Jean-Pierre Cassel, Michel Fugain, Herbert Léonard, Mireille Mathieu sont les vedettes-piégées de **Surprise sur prise**, une émission qui tient ses promesses et ne déçoit pas. La tête de Mireille Mathieu — par exemple — quand, dans un restaurant de Montréal, ayant demandé du lait, elle voit entrer une vache que l'on doit traire devant elle...

• **Poussière d'ange** d'Edouard Niermans est un film d'un ton particulier. Mi-polar, mi-psy, il raconte la rencontre entre deux paumés : un flic, qui sombre dans l'alcool parce que sa femme l'a plaqué et qu'il ne sait pas comment s'occuper de la fillette qu'elle lui a laissée, et une fille perdue, qu'il découvre dans les réserves d'un super-marché. Avec Bernard Giraudeau, Fanny Bastien, Fanny Cottençon, Gérard Blain, Michel Aumont.

• **Le Foyer** est une pièce grinçante d'Octave Mirbeau tout à fait dans la manière de son auteur, grand bourgeois de la Belle Epoque qui n'aimait rien tant que dénoncer la canaillerie de la bourgeoisie. Ici, un sénateur, président d'une organisation de bienfaisance, spécule en Bourse avec l'argent du Foyer. Qui plus est : le scandale est découvert à la suite d'une affaire de mœurs. Mirbeau donnait beaucoup dans les turpitudes sexuelles (*Le Journal d'une femme de chambre*, *Le Jardin des supplices*).

Léon Daudet, qui le connaissait bien et l'aimait beaucoup, quoiqu'il fût devenu dreyfusard après avoir été anti-dreyfusard, écrivait : « Mirbeau était un conservateur de tempérament, que la niaiserie de certains salonnards et l'horreur des autorités constituées avaient tourné à l'anarchie. Il détestait les gendarmes, les douaniers, les contrôleurs, les rentiers, les huissiers, les concierges, les domestiques. Il professait qu'un préfet est presque toujours un inverti et un incestueux, et qu'un ministre est, par définition, un voleur. Mais la démocratie lui était odieuse, les hommes de loi et les financiers le faisaient vomir. De sorte qu'il n'avait plus d'indulgence que pour les enfants, les vagabonds, les très jeunes femmes, cinq ou six peintres et sculpteurs et les chiens. Il avait exécré les Juifs et il rageait d'être dans leur camp, où l'avait rejeté violemment sa haine bien conditionnée pour Rochefort, Drumont, Bourget et les officiers d'état-major. Jamais je n'ai pu obtenir de lui une explication satisfaisante quant à la dernière catégorie, car, au fond, il aimait et préférait la France (*Souvenirs. Au temps de Judas*, p. 44). »

MARDI 20

Cinéma

- **Retour vers l'enfer** *(TF1, 20 h 40)*
- Ou : **Wargames** *(A2, 20 h 45)*

• Vous avez le choix entre deux films américains de bonne qualité. Le premier marque bien la mue de l'Amérique qui, après avoir condamné la guerre du Vietnam, regrette de l'avoir perdue. Dans **Retour vers l'enfer**, Gene Hackman est un ex-colonel US dont le fils a disparu au Laos. Avec quelques baroudeurs triés sur le volet, il monte une expédition privée pour le retrouver. Rediffusion, *of course*.

• Trois gosses, passionnés d'informatique, entrent dans les cerveaux secrets des ordinateurs d'Etat, déchiffrent les codes et créent une telle situation entre l'URSS et les USA que la guerre atomique est envisagée. C'est le scénario de **Wargames**, film de science-fiction plus proche de la science que de la fiction.

MERCREDI 21

Vaudeville

- **Loin de chez soi** *(FR3, 20 h 45)*
- **Le saut du lit** *(TF1, 22 h 10)*

• **Loin de chez soi** est un drame de l'enfance malheureuse. Donald, David et Carolyn ont été abandonnés par leurs parents. Découverts, on cherche une famille susceptible de les accueillir. On en trouve trois. Ils sont donc séparés. Et pour Donald, l'aîné, la séparation est encore plus douloureuse que l'abandon. Emouvant parce que toujours juste et simple.

• Pour finir la soirée sur une note plus gaie : **Le saut du lit**, vaudeville et Cooney et Chapman, adapté par Marcel Mithois, mis en scène par Jean Le Poulain et joué par une troupe de rigolos professionnels dont Patrick Préjean, Philippe Nicaud, Dany Carrel et Tsilla Chelton. Ça ne se raconte pas mais ça se laisse voir.

Mathilde CRUZ.

Pour contribuer à la renaissance de la France française.

ABONNEZ-VOUS

envoi sous pli discret

Coupon réponse à retourner avec votre règlement à *National Hebdo* : 7 ter, cour des Petites-Écuries - 75010 Paris

M., Mme, Mlle .....

Adresse .....

Code postal .....Ville .....

❑ **Abonnement 1 an + 2 reliures de 26 numéros chacune : 650 F.**

Abonnement 1 an : ❑ Abonnement simple : 500 F.
❑ DOM-TOM : 700 F ❑ Etranger : 750 F ❑ Soutien : 1000 F

Abonnement 6 mois : ❑ Abonnement simple : 320 F
❑ DOM-TOM : 420 F ❑ Etranger : 470 F

Comment Joxe (père) a trahi les harkis

LA HONTE DE 1962

Tel fils, tel père, serait-on tenté d'écrire. Le texte que vous allez lire, et qui est sans aucun doute le plus infamant et le plus criminel de l'Histoire de France, est dû à **Louis Joxe**, père de **Pierre** du même nom, et alors ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes du général **de Gaulle**. Il signait le reniement total de sa parole d'honneur par le gouvernement français, et la condamnation à mort de plus de 150 000 musulmans fidèles à la France, livrés à la vindicte du FLN, égorgés, décapités et parfois bouillis vifs dans des chaudrons : les harkis et leurs familles.

On peut mesurer, en le lisant, l'ampleur de la dette contractée envers eux.

Télégramme n° 125/IGAA, ultra-secret (16 mai 1962) :

« Le ministre d'Etat Louis Joxe demande au haut-commisaire [en Algérie] de rappeler que toutes initiatives individuelles tendant à installation métropole Français musulmans sont strictement interdites. En aviser urgence tous chefs SAS et commandants d'unités. »

Comme cet ordre paraissait n'avoir eu que peu d'effets, Joxe le doublait d'une directive plus explicite, le 15 juillet 1962 :

« Vous voudrez bien rechercher, tant dans l'armée que dans l'administration, les promoteurs et les complices de ces entreprises de rapatriement et faire prendre les sanctions appropriées.

Les supplétifs débarqués en métropole en dehors du plan général seront renvoyés en Algérie.

Je n'ignore pas que ce renvoi peut être interprété par les propagandistes de l'OAS comme un refus d'assurer l'avenir de ceux qui nous sont restés fidèles.

Il conviendra donc d'éviter de donner la moindre publicité à cette mesure. »

Un choix : la France...

1957 : ils défilaient sur les Champs-Elysées pour le 14 juillet.